BID

2014

BILAN DE L'ANNÉE

Rapport annuel

BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Résumé financier 2010–2014

Capital ordinaire

(En millions de dollars des États-Unis)	2014	2013	2012	2011	2010
Principaux éléments opérationnels					
Prêts et garanties approuvés[a]	$ 12 652	$13 290	$10 799	$10 400	$12 136
Décaissements de prêts	9 423	10 558	6 883	7 898	10 341
Remboursements de prêts	5 213	8 462	4 571	4 601	5 598
Données du Bilan					
Espèces et titres de placement nets, après swaps	$ 27 458	$21 226	$14 592	$13 882	$16 585
Encours des prêts	74 585	70 679	68 640	66 130	63 007
Fraction non décaissée des prêts approuvés	31 601	29 207	26 987	23 994	22 357
Total des actifs	106 299	97 007	92 209	89 432	87 217
Encours des emprunts, après swaps	76 686	67 460	59 754	58 015	57 874
Fonds propres	23 697	23 550	20 681	19 794	20 960
Données du Compte de résultat					
Revenu des prêts, après swaps	$ 1 741	$ 1 858	$ 1 668	$ 1 742	$ 1 830
Revenu (perte sur) placements	114	215	382	108	624
Frais liés aux emprunts, après swaps	398	401	519	462	550
Revenu (perte) d'exploitation	652	881	910	836	1 252
Ratio					
Ratio du total des fonds propres[b] aux prêts[c]	32,4%	33,6%	31,1%	31,3%	33,4%

Fonds des opérations spéciales

(En millions de dollars des États-Unis)	2014	2013	2012	2011	2010
Principaux éléments opérationnels					
Prêts approuvés	$ 300	$ 251	$ 320	$ 181	$ 297
Décaissements de prêts	302	322	317	368	398
Remboursements de prêts	187	222	196	195	214
Données du Bilan					
Espèces et titres de placement	$ 977	$ 1 131	$ 1 200	$ 1 212	$ 1 413
Encours des prêts, nets	4 418	4 364	4 277	4 162	4 004
Fraction non décaissée des prêts approuvés	761	763	843	846	1 038
Total des actifs	5 420	5 512	5 494	5 392	5 436
Solde du fonds	5 089	5 056	4 958	4 796	4 670
Données du Compte de résultat					
Revenu des prêts	$ 62	$ 64	$ 65	$ 68	$ 74
Dépenses (revenu) de coopération technique	(8)	(8)	(8)	(9)	24
Dépenses d'allégement de la dette	—	—	—	—	484
Transferts de la réserve générale	—	—	—	44	364
Revenu (perte) net	23	53	66	20	(792)

[a] N'inclut pas les garanties émises dans le cadre du Programme de facilitation des transactions de financement commercial.
[b] Le « Total des fonds propres » est défini comme la Fraction libérée du capital moins les Souscriptions au capital à recevoir, moins les effets à recevoir des membres, plus les Bénéfices non distribués et les provisions pour pertes sur prêts et garanties, moins les soldes liquides en devise nationale des pays emprunteurs et les effets cumulés des ajustements de la valeur vénale nette sur les portefeuilles non négociables et les transactions en devises étrangères (mesure hors GAAP).
[c] Inclut l'encours des prêts et l'exposition aux garanties.

Lettre d'accompagnement

Conformément aux exigences du règlement administratif de la Banque interaméricaine de développement, le Conseil d'administration remet par les présentes à l'Assemblée des Gouverneurs le Rapport annuel de la Banque pour l'année 2014. Ce Rapport annuel consiste en un volume imprimé intitulé « Bilan de l'année », qui présente un compte rendu des opérations réalisées par la Banque durant l'année 2014 (prêts, garanties et dons). La version électronique du Rapport annuel disponible sur www.iadb.org/ar/2014 contient également l'ensemble complet des états financiers des ressources de la Banque.

18 mars 2015

BID

Un partenaire pour

l'Amérique latine et les Caraïbes

Le Groupe BID est constitué de la Banque interaméricaine de développement (BID), de la Société interaméricaine d'investissement (SII) et du Fonds multilatéral d'investissement (MIF, un fonds administré par la BID). La BID, qui est la plus grande et la plus ancienne banque multilatérale de développement régional, constitue la principale source de financement multilatéral pour le développement économique, social et institutionnel de l'Amérique Latine et des Caraïbes. La SII a pour mission principale de soutenir les petites et moyennes entreprises, tandis que le MIF s'attache à promouvoir la croissance du secteur privé au travers de dons et d'investissements. Au terme de l'année 2014, la BID a approuvé 243 milliards de dollars de prêts et de garanties pour le financement de projets, pour un montant total d'investissements de 512 milliards et un montant total de dons de 6,2 milliards. La BID tire ses propres ressources financières de ses 48 pays membres, des emprunts réalisés sur les marchés financiers et des fonds fiduciaires administrés par la BID, ainsi que par le biais d'opérations de cofinancement. La BID bénéficie de la cote de crédit maximale AAA. Son siège se trouve à Washington, D.C. et elle possède des agences dans 26 de ses pays membres en Amérique Latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'à Madrid et à Tokyo.

Pays membres : Allemagne, Argentine, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, République de Corée, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, États-Unis, El Salvador, Espagne, Finlande, France, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République dominicaine, Royaume-Uni, Slovénie, Suriname, Suède, Suisse, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela

TABLE DES MATIÈRES

Message du Président 1

Conseil d'administration 3

I. Récapitulatif des opérations 5

II. Progrès de la mise en œuvre de la Neuvième augmentation du Capital 15

États financiers sans Notes 23

Capital ordinaire 23

Fonds des opérations spéciales 26

Compte du Mécanisme de financement intermédiaire 29

Mécanisme de don de la BID 30

Contenu additionnel disponible en ligne uniquement

Commentaires et analyse de la Direction : Capital ordinaire

États financiers

- Capital ordinaire
- Fonds des opérations spéciales
- Compte du Mécanisme de financement intermédiaire
- Mécanisme de don de la BID

Tableaux et Annexes

BRÉSIL

Un programme novateur pour la préservation de la forêt atlantique dans l'État de São Paulo prévoit notamment la protection des espaces naturels intacts voisins des zones d'activité industrielle et de construction, dans l'optique de créer une « mosaïque » de zones urbaines agglomérées.

MESSAGE DU PRÉSIDENT

La fin de l'année a été marquée par de nombreux défis pour le monde et la région, avec une performance économique mondiale et régionale moins favorable que prévue.

La baisse du cours des marchandises a lourdement pesé sur un grand nombre de nos exportations principales. La hausse de l'inflation est devenue une préoccupation pour certains de nos pays membres.

Par rapport à 2008, les gouvernements de nos États membres disposent aujourd'hui d'une marge de manœuvre fiscale beaucoup plus étroite, ce qui n'empêche pas le maintien des acquis sociaux de ces dix dernières années. La pauvreté s'est maintenue à des niveaux historiquement faibles et le taux de chômage urbain demeure aux alentours de 6 %, reflétant une augmentation sensible des emplois dans les secteurs formels.

Il est possible que la croissance de la région enregistre cette année une faible progression. Mais cela dépendra de l'évolution de l'économie mondiale ainsi que des cours de marchandises.

Or, une chose est sûre dans ce contexte d'incertitude : notre région doit accorder la priorité aux réformes qui garantiront une croissance soutenue et inclusive à moyen et long terme. Aujourd'hui, plus que jamais, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes doivent s'attacher à relever un défi de taille : combler les lacunes en matière de productivité, lesquelles expliquent en grande partie notre retard par rapport à d'autres régions du monde.

Ce déficit de productivité est notamment lié à certaines caractéristiques de notre main d'œuvre, à l'état de nos infrastructures, à l'adéquation de nos systèmes financiers et à la marginalisation sociale.

La suppression de ces goulots d'étranglement exigera des investissements massifs ; or nos États membres subissent des contraintes budgétaires déjà lourdes. Si nous voulons investir davantage dans les réformes visant à stimuler la productivité tout en maintenant notre discipline budgétaire, nos pays emprunteurs devront faire appel aux partenariats public-privé et recourir à des concessions à long terme réglementées de façon adéquate. La mise en œuvre de ces réformes contribuera également à promouvoir le secteur privé comme acteur essentiel du développement de la région.

Dans ce contexte, il est impératif de préserver les acquis de la dernière décennie en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. On ne peut envisager un retour en arrière pour la région. Chaque gouvernement devra s'efforcer de surveiller étroitement son marché du travail et son système de protection sociale afin de s'assurer que les segments les plus vulnérables de la société bénéficient d'une protection adéquate.

La Banque interaméricaine de développement a un grand rôle à jouer dans ce programme d'action proposé, comme l'attestent les résultats de l'an dernier.

Non seulement nous contribuons davantage, mais nous contribuons mieux. La mise en œuvre du plan BID-9 nous a en effet permis d'augmenter notre capacité de crédit et par conséquent, d'intensifier notre soutien financier auprès des petits pays moins développés. Nous avons adopté de meilleurs instruments de suivi et d'évaluation de nos résultats pour les projets à garantie souveraine comme pour les projets sans garantie souveraine. Nous avons diversifié nos produits financiers et augmenté nos capacités de production et de diffusion du savoir. Parallèlement, nous avons renforcé nos dispositifs de protection environnementale, sociale et macroéconomique, ainsi que le système de contrôle de l'éthique et de l'intégrité de la Banque. En somme, nous avançons dans la bonne direction.

Nous continuons également de regarder de l'avant. Suite au mandat des Gouverneurs et sous l'autorité du comité ad hoc sur le secteur privé du Conseil d'administration, nous avons poursuivi l'an dernier nos efforts visant à gérer nos opérations sans garantie souveraine avec plus d'efficacité.

Nous souhaitons être plus efficaces, avoir plus d'impact, attirer de meilleurs projets et bâtir des partenariats de plus longue durée. Pour y parvenir, nous devons mettre fin à la fragmentation de nos opérations et tirer le meilleur parti de nos ressources.

Nous travaillons sans relâche pour faire de la BID une institution de développement plus forte, plus agile et plus efficace. Nous veillons sans cesse à maintenir notre capacité à soutenir nos emprunteurs, en particulier les plus vulnérables, dans un contexte de croissance ralentie. C'est aussi l'unique moyen d'aider ces pays à bénéficier de conditions plus favorables, dès qu'elles réapparaîtront.

Luis Alberto Moreno
Président
Banque interaméricaine de développement

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les actionnaires de la BID, c'est-à-dire ses 48 pays membres, sont représentés par l'Assemblée des Gouverneurs, la plus haute instance décisionnelle de la Banque. Les Gouverneurs délèguent une grande partie de leurs pouvoirs au Conseil d'administration, dont ils élisent ou nomment pour un mandat de trois ans les 14 membres. Les administrateurs pour les États-Unis et le Canada représentent leur propre pays ; tous les autres représentent des groupes de pays. Le Conseil d'administration compte également 14 suppléants, ayant pleins pouvoirs en l'absence des administrateurs principaux. Le Conseil d'administration est responsable de la supervision quotidienne des opérations de la Banque. Il établit les politiques de la Banque, approuve les projets, fixe les taux d'intérêt des prêts consentis, autorise les emprunts sur le marché des capitaux et entérine le budget d'administration de l'institution. L'action du Conseil d'administration est guidée par les Règlements du Conseil d'administration et le Code de déontologie applicable aux administrateurs. Les ordres du jour et comptes rendus des réunions du Conseil d'administration et de ses comités permanents constituent des documents publics.

Premier rang (de gauche à droite) :
Zulfikar Ally, Carlos Pared Vidal, Hernando Larrazábal, James Haley, Valeria Fernández Escliar, Eimon Ueda, Leo Kreuz

Rang du milieu :
Cristina Penido, Andrea Molinari, Bosco Martí, Antonio De Roux, Xavier Santillán

Dernier rang :
Juan Carlos Echeverry, Kevin Cowan, Christian Hofer, María Rodríguez de la Rua, Hironori Kawauchi, Ricardo Carneiro, Jerry Butler, Joffrey Célestin-Urbain, Marcelo Bisogno

11 décembre 2014

HAÏTI

Selon les rapports des progrès de 2014, le projet financé par un don au titre du programme MIF, visant au développement de la culture de la mangue comme filière d'avenir pour la croissance économique à long terme (« *Mango as an Opportunity for Long-term Economic Growth* »), était en bonne voie d'atteindre l'objectif de doubler le revenu des agriculteurs et d'accroître les exportations.

I. RÉCAPITULATIF DES OPÉRATIONS

Projets : Approbations, décaissements, flux nets et portefeuille actif

La Banque a approuvé en 2014 un programme de 168 projets, d'une valeur totale de 13,8 milliards de dollars. Le programme des approbations comprenait 148 opérations de placement totalisant 10,3 milliards de dollars, dont 63 étaient des opérations sans garantie souveraine totalisant 2,8 milliards de dollars et huit des opérations approuvées au titre du Mécanisme de don de la BID, pour un montant de 214 millions de dollars. Par ailleurs, 19 prêts à l'appui de réformes ont été approuvés pour un total de 3,2 milliards de dollars, dont un avec l'option de tirage différé, d'un montant de 120 millions de dollars et un autre au titre de la Ligne de crédit préventive pour la durabilité du développement, d'un montant de 300 millions de dollars. Sur le total des prêts approuvés en 2014, 12,7 milliards de dollars ont été financés par le Capital ordinaire de la Banque, 300 millions par le Fonds des opérations spéciales (FOS) et 214 millions par le Mécanisme de don de la BID.

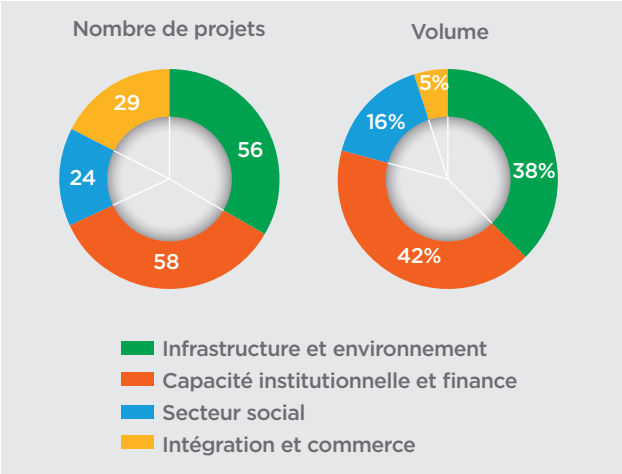
Ces résultats confirment la tendance à la hausse du nombre d'approbations consenties par la Banque. Le volume annuel moyen d'approbations a augmenté sensiblement ces cinq dernières années par rapport aux cinq années précédentes, pour passer de 9,8 milliards de dollars pour la période 2005–2009 à 12,6 milliards pour la période 2010–2014.

La part des pays des Groupes C et D dans le total des approbations de la Banque a atteint 37 % du financement total approuvé, le même pourcentage qu'en 2013. En 2014, la Banque a également renforcé son rôle de principale source de financement multilatéral en Amérique Latine et dans les Caraïbes, en particulier en termes de soutien aux pays des Groupes C et D.

Les prêts consentis en 2014 étaient concentrés sur cinq zones prioritaires selon la Neuvième augmentation générale des ressources de la Banque interaméricaine de développement (BID-9) (Chapitre II) et ont contribué à la réalisation des objectifs fixés dans son Cadre de résultats. En termes de secteurs, 42 % des financements approuvés ont été affectés à l'assistance institutionnelle au développement, 38 % aux secteurs des infrastructures et de l'environnement, 16 % aux programmes du secteur social et 5 % aux programmes commerciaux et d'intégration (Tableau 1). En termes de nombre de projets, 35 % des nouvelles opérations approuvées étaient liées à l'assistance institutionnelle au développement, 34 % aux secteurs des infrastructures et de l'environnement, 17 % à l'intégration et au commerce, et 14 % aux secteurs sociaux.

Ces données reflètent les progrès accomplis dans la promotion de projets communs à plusieurs secteurs et créneaux. En 2014, grâce à la poursuite des efforts d'incitation à la création de ces synergies, 26 % des opérations approuvées résultaient du travail commun des différentes unités opérationnelles. Ce niveau de collaboration contribue à l'amélioration de la qualité et de l'efficacité globales des projets opérationnels de la Banque.

FIGURE I. Approbations 2014 par secteurs



Décaissements. Les décaissements de la Banque ont totalisé 10,2 milliards de dollars en 2014, dont 206 millions au titre du Mécanisme de don de la BID. Ce chiffre est 9 % plus faible que le niveau de décaissement de 2013, mais continue d'afficher la tendance à la hausse observée avant la crise financière de 2008–2009.

Flux nets de ressources. Les flux nets de ressources destinés à la région issus des opérations de la Banque étaient positifs en 2015, à 4,8 milliards de dollars. Ce montant représente la somme des décaissements moins les remboursements prévus du principal (5,2 milliards de dollars) et les remboursements anticipés (170 millions). Si le paiement des frais et des intérêts (2,2 milliards de dollars) et le montant des souscriptions et des contributions (177 millions) avaient également été déduits, le flux net de trésorerie destiné à la région aurait été positif, à 2,4 milliards de dollars.

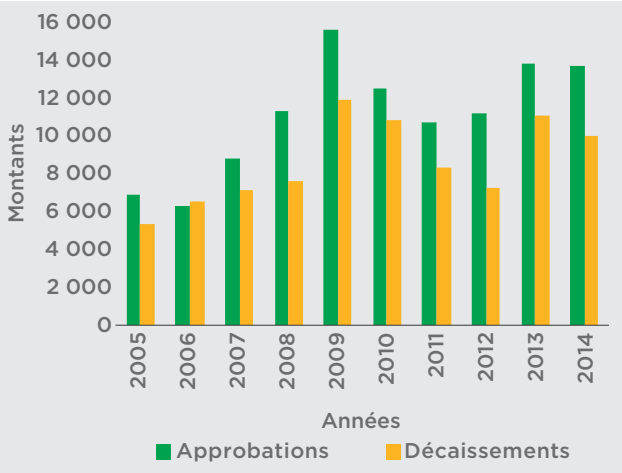
Portefeuille actif. À la fin de l'exercice 2014, le portefeuille actif des projets à garantie souveraine en exécution de la Banque comptait 633 opérations dont le solde non décaissé s'élevait à 30,2 milliards de dollars. Sur le solde total non décaissé, 57 % correspondaient aux secteurs des infrastructures et de l'environnement,

TABLEAU I. Approbations en 2014 par groupe sectoriel[a] (en millions de dollars des États-Unis)

Secteur	Nombre de projets	Montant	Pourcentage
Agriculture et développement rural	6	150	1%
Énergie	17	1 110	8%
Environnement et catastrophes naturelles	5	272	2%
Tourisme durable	2	84	1%
Transports	15	2 355	17%
Eau et assainissement	11	1 138	8%
Sous-total infrastructures et environnement	**56**	**5 108**	**38%**
Marchés financiers	23	2 547	19%
Sociétés privées et développement des PME	10	566	4%
Réforme/modernisation de l'État	17	2 227	16%
Sciences et technologies	1	40	0%
Urbanisme et logement	7	276	2%
Sous-total capacité institutionnelle	**58**	**5 656**	**42%**
Intégration régionale	2	28	0%
Commerce	27	602	4%
Sous-total intégration et commerce	**29**	**630**	**5%**
Éducation	6	175	1%
Santé	9	1 268	9%
Investissements sociaux	9	706	5%
Sous-total secteur social	**24**	**2 149**	**16%**
Total	**167**	**13 543**	**100%**

[a] N'inclut pas les lignes de crédit préventives pour les projets de développement durable approuvés. Les chiffres avant été arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs divers éléments.

FIGURE II. Approbations et décaissements. 2005–2014
(En millions de dollars des États-Unis)



23 % aux programmes destinés aux organismes de développement, 17 % aux programmes du secteur social et 3 %, aux programmes commerciaux et d'intégration régionale. Le volume du portefeuille s''est accru en moyenne de 26 % au cours des cinq dernières années par rapport à la période des cinq années précédentes. Le volume annuel moyen est passé de 38,8 milliards de dollars, dans la période de 2005 à 2009, à 48,7 milliards, dans la période de 2010 à 2014.

Compte tenu de la croissance du portefeuille de projets de la Banque ces dernières années, mais aussi de l'importance accordée à l'exécution et la réalisation de résultats, la Direction se concentre désormais davantage sur l'identification et la gestion des projets problématiques et peu performants. Les entités en charge de l'exécution des projets ont bénéficié par ailleurs d'un soutien accru de la Direction dans le but de renforcer les activités de gestion de projets dans les domaines de la gestion fiduciaire et de la projection des décaissements. En termes de performance, au terme de l'exercice financier 2013, 75 % du portefeuille actif des projets à garantie souveraine étaient jugés « satisfaisants », 14 % en état « d'alerte » et 10 % étaient classés dans la catégorie des « projets problématiques ».

Les causes les plus courantes signalées pour les projets présentant des difficultés étaient liées à des problèmes administratifs ou organisationnels au sein des organismes d'exécution, à des retards des processus d'offre et de passation des marchés, ainsi qu'à des changements de direction et/ou de priorités au sein de l'organisme d'exécution.

Activités liées au secteur privé et sans garantie non souveraine

En 2014, la Banque a approuvé 63 opérations sans garantie souveraine, d'une valeur totale de 2,8 milliards de dollars, soit 20 % du volume des prêts consentis.

Le service de financement structuré et d'entreprise (Structured and Corporate Finance Department, SCF) a approuvé 54 opérations (prêts et garanties) d'un montant total de 2,756 milliards de dollars en 2014, dont 44 % étaient destinés aux pays des Groupes C et D. Les décaissements en 2014 ont totalisé 1,6 milliard de dollars. Au cours de l'exercice, le SCF a également mené à bien 16 transactions totalisant 1,1 milliard de dollars de prêts A et 95 millions de dollars de prêts B (quand les prêts du Programme de facilitation des transactions de financement commercial, TFFP, et les opérations qui ont fermés en 2013 sont inclus, le chiffre pour les prêts B était de 467 millions de dollars). En conséquence, le portefeuille s'est accru pour dépasser 6 milliards de dollars, alors que simultanément, sa concentration n'a cessé de baisser dans certains pays. Outre le commerce et l'intégration, les nouvelles approbations portaient principalement sur les marchés financiers (30 %), les transports (24 %) et l'énergie (14 %).

En 2014, le Programme de facilitation des transactions de financement commercial (TFFP) a continué de soutenir l'accroissement du commerce international et de l'intégration dans la région, avec l'approbation de 26 prêts totalisant 482 millions de dollars et des garanties d'un montant de 169 millions. Ces résultats reflètent les améliorations importantes apportées au TFFP afin de l'aligner sur les besoins du marché et de ses participants. Le réseau TFFP compte aujourd'hui plus de 99 banques émettrices dans 21 pays d'Amérique latine et des Caraïbes et plus de 200 banques confirmatrices à travers le monde. Ce réseau a permis en 2014 la mise en œuvre de transactions commerciales régionales et internationales d'un montant total de 562 millions de dollars. Cinquante-deux pour cent (52 %) de ces transactions provenaient d'institutions financières de pays des Groupes C et D.

L'initiative Opportunités pour la majorité (Opportunities for the Majority, OMJ), consacrée au développement de projets innovateurs fondés sur le marché à l'intention des communautés à faibles revenus, a approuvé le lancement de neuf projets (prêts et garanties) d'un montant de 67 millions de dollars en 2014, dont 67 % à destination des pays des Groupes C et D, soit 60 % du

montant total. D'autre part, l'OMJ a levé 10 millions de dollars de prêts B et mené à bien 9 opérations totalisant plus de 79 millions.

La Société interaméricaine d'investissement (SII) a approuvé 64 projets (prêts et opérations sur fonds propres) d'un montant total de 426,3 millions de dollars, renforçant ainsi le soutien apporté à la croissance et au développement des PME dans la région. Elle a également mobilisé en 2014 693,2 millions de dollars par le biais de prêts B. Soixante-sept pour cent (67 %) des projets approuvés et 48 % des montants approuvés en 2014 étaient destinés aux pays des Groupes C et D.

En 2014, le Fonds multilatéral d'investissement (Multilateral Investment Fund, MIF) a maintenu ses efforts pour améliorer l'accès au financement, aux services de base, aux marchés et aux compétences. Le MIF a approuvé 78 projets d'un montant total de 94 millions de dollars, dont 68 au titre de dons de coopération technique, et dix au titre d'opérations de prêts et de placement conjuguées à des dons. Les projets du MIF ont bénéficié de ressources financières additionnelles d'un montant total de 284 millions de dollars. À la fin de l'année 2014, le MIF détenait un portefeuille actif de 441 projets pour un montant total approuvé de 636 millions de dollars.

Au cours de l'année, le MIF a déployé un Cadre de résultats institutionnels (Corporate Results Framework, CRF), portant précisément sur l'impact et l'impact systémique du portefeuille et visant à intégrer les résultats des projets du MIF dans les résultats globaux du secteur privé. Le déploiement contenait les premières estimations, pour l'exercice complet, de l'impact du portefeuille de projets du MIF achevés en 2013. Les données révèlent la portée remarquable de ce portefeuille.

À travers ses projets, le MIF a formé près de 370 000 personnes et 20 000 entreprises dans le développement commercial, la maîtrise du domaine financier, la production et le marketing, ainsi que les technologies de l'information et de la communication. Plus de 390 000 personnes ont eu accès à l'épargne et au crédit auprès d'institutions financières soutenues par le MIF.

Dons et coopération technique non remboursable

Au 31 décembre 2014, la Banque gérait 67 fonds au titre des opérations de don et de financement des prêts, dont 19 programmes/dons spéciaux financés par le Capital ordinaire, 39 fonds fiduciaires à un ou plusieurs donateurs et neuf fonds intermédiaires financiers. Les ressources de financement gérées par la Banque en 2014 étaient similaires à celles de 2013.

En 2014, le montant total des contributions aux fonds fiduciaires des donateurs et aux dons spécifiques aux projets s'élevait à 552 millions de dollars, soit une hausse de 112 % par rapport à 2013. Le département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales du Royaume-Uni (DEFRA) a apporté une contribution importante aux dons spécifiques aux projets, d'un montant de 11 millions de livres sterling (sur une promesse de contribution totale de 24,9 millions de livres sterling).

Les approbations de financement des dons, y compris les dons au titre d'investissements, totalisaient 497 millions de dollars en 2014, soit une hausse de 23 % par rapport à 2013. Les fonds fiduciaires à plusieurs donateurs et les approbations de programmes/dons spéciaux financés par le Capital ordinaire (OC SP/G) ont baissé par rapport à 2013, en raison d'une moindre disponibilité des ressources. En revanche, les approbations issues des fonds fiduciaires à un donateur et des fonds intermédiaires financiers, ainsi que les approbations des opérations au titre des dons spécifiques aux projets, ont augmenté de 105 %, 82 % et 14 %, respectivement, par rapport à 2013.

En 2014, les fonds fiduciaires des donateurs et les programmes/dons spéciaux financés par le Capital ordinaire ont financé 49 % et 25 %, respectivement, du montant total approuvé des dons non remboursables, tandis que les 26 % restants ont été financés par les ressources des donateurs aux dons spécifiques aux projets. Si l'on tient compte uniquement des approbations d'opérations de coopération technique, la répartition des fonds fiduciaires des donateurs, des programmes/dons spéciaux financés par le Capital ordinaire et des dons spécifiques aux projets est de 24 %, 49 % et 27 %, respectivement.

Sur le total des opérations de coopération technique approuvées en 2014, 27 % ont été consacrées à l'appui de la préparation, de l'exécution et de l'évaluation des opérations de prêt, 55 % au soutien des besoins spécifiques des clients et 18 % au financement des produits de recherche et de diffusion.

En 2014, la Banque a approuvé 31 dons au titre d'investissements, d'un montant total de 224 millions de dollars. Le portefeuille actif actuel est constitué de 113 dons au titre d'investissements totalisant 1,1 milliard de dollars, avec un taux de décaissement de 40 %.

Portefeuille de financement des dons

À la fin de 2014, le portefeuille de financement des dons comptait 1 541 opérations approuvées pour un montant de 2,1 milliards de dollars. Le portefeuille actif s'est accru de 12 % en 2014 par rapport à 2013, et les taux de

BÉLIZE

Le programme de gestion des déchets solides soutient une meilleure gestion des déchets solides dans les villes de Belize City, San Ignacio et Santa Elena, et sur les îles d'Ambergis Caye et Caye Caulker.

décaissement ont légèrement augmenté (40 % en 2014 contre 37 % en 2013), reflétant l'engagement continu de la Direction en matière d'exécution et de suivi.

Nouveaux fonds

La Banque a créé en 2014 six nouveaux fonds fiduciaires des donateurs : le Fonds canadien pour l'identité juridique universelle en Amérique latine et aux Caraïbes, le Fonds spécial pour les changements climatiques, le Fonds d'affectation spéciale des pays les moins avancés pour les changements climatiques et les dons à la facilité d'investissement pour l'Amérique latine pour les changements climatiques, l'eau et l'assainissement. La Banque a également créé un programme/don spécial financé par le Capital ordinaire : le Programme spécial pour le développement institutionnel, conjointement avec un fonds multidonateurs parallèle.

Cofinancement, partenariats stratégiques et mobilisation des ressources

Cofinancement

Le cofinancement représentait 2,8 milliards de dollars des ressources mobilisées en 2014, soit 77 % du total des ressources mobilisées par la BID pour l'année. En particulier, 524 millions de dollars (sur les 2 milliards engagés en 2013) ont été approuvés au titre du fonds de financement chinois pour l'Amérique latine et les Caraïbes. L'agence japonaise de coopération internationale (JICA), la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Société américaine de promotion des investissements à l'étranger (OPIC) figuraient également parmi les principaux cofinanciers. Ces ressources cofinancées étaient destinées au financement de divers projets prioritaires de la Banque, notamment l'intégration internationale, le développement des PME, les initiatives en matière d'énergies renouvelables et de remplacement, le soutien aux infrastructures, etc.

Partenariats stratégiques

En 2014, la BID a intensifié ses efforts pour étendre et approfondir ses liens avec le secteur public tant en matière de cofinancement que de collaborations fondées sur les dons. Parmi les alliances stratégiques fructueuses avec des partenaires du secteur public figurait la reconstitution de l'initiative Changements climatiques et énergies durables de la Banque, pour laquelle il est prévu de recevoir des contributions des gouvernements autrichien, allemand, japonais et suisse, d'un montant approximatif de 20 millions de dollars.

La BID a œuvré pour obtenir le soutien de partenaires non traditionnels à la mise en œuvre de certaines

opérations et initiatives, notamment la contribution de ConnectAmericas par le biais d'innovations et de ressources, ce soutien passant également par le recours à l'expertise du secteur privé, les contributions financières de Google et DHL, ainsi que les contributions en nature d'Alibaba.com et Visa.

Afin de promouvoir la culture croissante de la philanthropie et des investissements sociaux dans la région, la Banque s'est associée au Grupo de Fundaciones y Empresas, en Argentine, au Grupo de Institutos Fundações e Empresas (GIFE), au Brésil, à l'Asociación de Fundaciones Empresariales, en Colombie et au Centro Mexicano para la Filantropía, au Mexique.

Mobilisation des ressources

Au 31 décembre 2014, le montant total des ressources mobilisées par la Banque s'élevait à 3,7 milliards de dollars, avec la participation de 101 partenaires actifs. Sur ce montant, les ressources mobilisées pour le financement des dons représentaient plus de 846 millions de dollars, alors que 2,8 milliards provenaient du cofinancement et 9 millions, de contributions en nature et dotation en personnel.

La Banque a signé pendant l'année 30 accords institutionnels pour faire progresser et renforcer les partenariats, dans des domaines aussi variés que le commerce, l'investissement, l'éducation, l'égalité des sexes et la diversité, l'innovation, la sécurité des citoyens, le sport comme vecteur de développement, l'environnement, l'investissement d'impact, la coopération Sud-Sud et les villes émergentes et durables.

En Europe, la BID a mobilisé 500 millions de dollars en provenance de la BEI pour soutenir l'internationalisation des PME, et a renforcé ses liens avec son partenaire de longue date, le Fonds nordique de développement (NDF), qui a approuvé 15 millions consacrés aux initiatives liées au changement climatique. À travers de nouvelles contributions à son fonds bilatéral, la BID a également approfondi sa collaboration avec le gouvernement finlandais.

En Asie, la BID a travaillé avec la JICA sur l'amendement des accords visant à promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique pour atténuer les changements climatiques. Par le biais de fonds fiduciaires et de l'organisation conjointe de la réunion annuelle de 2015 de la BID qui se tiendra prochainement à Busan, la Banque a également renforcé ses liens avec la Corée tant dans les domaines qui concernent le secteur public que privé. La Banque a par ailleurs approuvé 20 projets financés par le fonds de financement chinois pour l'Amérique latine et les Caraïbes, d'un montant total de 524 millions de dollars.

Du côté du secteur public, la BID a renforcé ses liens avec le gouvernement du Canada, qui a contribué à hauteur de plus de 50 millions de dollars canadiens à certains thèmes prioritaires comme la sécurité des citoyens, l'enregistrement de l'état civil et la transparence. La BID a également renforcé ses liens avec le gouvernement suisse, en soutenant conjointement la couverture en eau et assainissement, ainsi que l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation dans la région d'Amérique latine et des Caraïbes.

Du côté du secteur privé, la BID a renforcé ses liens avec un certain nombre de partenaires clés. Grâce à un don de PepsiCo d'un montant de 5 millions de dollars et d'une contribution de la Colombie 's'élevant à 750 000 dollars, l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN) et Nutriset testeront une approche nutritionnelle innovante pour faire face à la fois à la dénutrition et à l'obésité.

Le Centre Blum de l'Université de Californie a une nouvelle fois coorganisé l'événement phare de la Banque : Demand Solutions.

La Banque a renforcé ses liens avec MasterCard afin de collaborer dans les domaines de l'inclusion financière, de la transparence et de la formalisation financière en Amérique latine et aux Caraïbes. Par ailleurs, SAB Miller a apporté une contribution de 8,5 millions de dollars pour soutenir les petits entrepreneurs de la région.

Pour de plus amples informations sur les activités de relations externes et de partenariat de la Banque en 2014, rendez-vous à l'adresse www.iadb.org/partnerships.

Plateformes thématiques

Le caractère transsectoriel des domaines de travail comme l'accès au haut débit, la sécurité des citoyens et les villes durables teste la capacité de la Banque à répondre avec efficacité et efficience aux défis structurels posés dans les pays de la région. Le développement de la collaboration entre les divisions et services afin de mettre au point des solutions complètes en réponse à ces défis a contribué à la réussite de la Banque dans ces domaines transsectoriels.

À cet égard, la Banque a accompli des progrès en 2014 dans le développement et la mise en œuvre des solutions suivantes :

Haut débit

Le Centro de Estudios Avanzados en Banda Ancha para el Desarrollo (Centre d'études avancées sur le haut débit pour le développement, ou CEABAD), le premier centre de formation au haut débit de la région, a ouvert ses portes en 2014. Le CEABAD soutient les pays d'Amérique centrale et la République dominicaine en dispensant des services de formation aux membres des gouvernements et autorités de réglementation de ces pays.

L'accès au haut débit dans la région est extrêmement disparate. Afin d'y remédier, la Banque a lancé la plateforme digiLAC (www.iadb.org/digiLAC), à la fois lieu de rencontre dans la région, source d'information et forum de dialogue sur le haut débit et le développement.

Sécurité des citoyens

En 2014, le programme spécial Initiative pour la sécurité des citoyens a continué de soutenir les projets visant à améliorer la disponibilité et la qualité des données sur la criminalité et la violence. Cette initiative soutient le développement de programmes pilotes tels que la formation et le placement professionnels de jeunes à risque et de délinquants juvéniles au Salvador et aux Bahamas ; la prévention de la violence conjugale en renforçant les services de soins complets et l'autonomisation économique des victimes au Guatemala ; ainsi que la formation professionnelle des jeunes victimes du conflit armé en Colombie.

Cette initiative a également favorisé l'ouverture de dialogues techniques sur des problèmes cruciaux tels que la prévention de la violence des gangs, la gestion pénitentiaire et la prévention de la violence à l'égard des femmes. L'initiative a mis l'accent sur l'inégalité des sexes comme problème de sécurité transsectoriel dans un certain nombre de projets liés aux transports, aux zones urbaines et à la jeunesse.

Villes durables

Aujourd'hui dans sa quatrième année d'existence, l'initiative Villes émergentes et durables (ESCI) a été mise en œuvre dans 40 villes, au bénéfice d'une population d'environ 41 millions d'habitants.

En 2014, les villes de Bridgetown (Barbade), Cumaná (Venezuela), San José (Costa Rica), Santiago de los Caballeros (République dominicaine) et Tegucigalpa (Honduras) ont rejoint le programme de base (financé par le Capital ordinaire de la Banque), qui concerne actuellement 20 villes. Les villes d'Añelo et Las Heras (Argentine), de Florianópolis, Palmas et Vitória (Brésil), de Cartagena et Valledupar (Colombie), de Campeche et Xalapa (Mexique) et de Chiclayo et Huancayo (Pérou) ont été ajoutées au programme complémentaire.

Afin de renforcer l'impact du programme et sa reproductibilité dans la région, l'ESCI a poursuivi la mise en place d'importants partenariats avec des banques de développement locales en Argentine (Fundación YPF), au Mexique (BANOBRAS) et au Pérou (ministère du logement), en plus des partenariats existants au Brésil (Caixa Econômica) et en Colombie (FINDETER). Des accords ont également été passés avec des entités du secteur privé comme l'Institut de technologie de Monterrey (Mexico), l'Université internationale Menéndez Pelayo (Espagne), Acciona, Cemex, Cisco, Deloitte, Microsoft, ainsi que la Fondation Rockefeller. L'Autriche, le Japon, la Corée, le Fonds nordique de développement (NDF) et la Suisse ont également contribué au financement de cette initiative.

TABLEAU II. Approbations et décaissements annuels (2014) et cumulés (1961–2014)[a,b]

(En millions de dollars des États-Unis)

	COÛT TOTAL DES PROJETS		APPROBATIONS[d]					DÉCAISSEMENTS				
	Montant total		Montant total		Capital ordinaire	Fonds des opérations spéciales	Fonds d'administration[c]	Montant total		Capital ordinaire	Fonds des opérations spéciales	Fonds d'administration[c]
Pays	2014	1961–2014	2014	1961–2014	1961–2014	1961–2014	1961–2014	2014	1961–2014	1961–2014	1961–2014	1961–2014
Argentine	$ 1 146,2	$ 61 541,7	$ 847,2	$ 34 524,7	$ 33 830,7	$ 644,9	$ 49,1	$ 1 327,6	$ 30 469,3	$ 29 775,3	$ 644,9	$ 49,1
Bahamas	33,0	1 056,8	33,0	744,0	742,0	–	2,0	30,4	618,8	616,8	–	2,0
Barbade	35,0	1 133,1	35,0	710,7	634,8	39,4	36,5	31,3	596,5	538,1	39,4	19,0
Bélize	38,6	292,5	37,0	219,4	219,4	–	–	7,4	169,4	169,4	–	–
Bolivie	367,0	8 210,2	360,5	5 618,3	2 790,8	2 744,5	83,0	316,8	4 666,6	2 068,5	2 526,1	72,0
Brésil	8 016,5	133 297,0	2 947,5	49 530,5	47 742,2	1 555,7	232,6	2 072,0	40 196,9	38 491,9	1 555,7	149,3
Chili	690,6	18 310,5	325,9	7 064,7	6 727,2	204,1	133,4	123,5	6 536,1	6 251,8	204,1	80,2
Colombie	1 486,4	35 363,6	951,4	20 369,0	19 478,4	756,3	134,3	553,8	18 550,8	17 690,2	756,3	104,3
Costa Rica	80,0	9 074,0	60,0	4 939,3	4 374,9	352,8	211,6	480,9	3 631,3	3 116,9	352,8	161,6
Équateur	1 443,2	13 720,5	1 081,0	8 685,6	7 507,9	959,6	218,1	582,7	7 000,2	5 875,5	959,6	165,1
El Salvador	150,0	7 250,8	145,0	5 258,3	4 335,4	776,6	146,3	82,8	4 644,5	3 721,6	776,6	146,3
Guatemala	310,0	6 840,8	305,0	5 131,2	4 302,8	759,4	69,0	92,5	4 543,8	3 765,2	709,6	69,0
Guyana	69,5	1 588,6	69,4	1 359,5	300,0	1 052,6	6,9	26,2	1 206,5	213,2	986,4	6,9
Haïti	216,0	2 445,1	213,7	2 633,4	7,0	1 118,1	1 508,3	205,6	2 044,0	3,0	1 118,1	922,9
Honduras	306,9	6 351,9	273,4	4 369,3	1 747,1	2 558,1	64,1	329,0	3 899,4	1 407,5	2 427,7	64,2
Jamaïque	172,0	4 457,8	170,0	3 441,4	3 055,2	166,3	219,9	197,5	3 201,7	2 836,4	166,3	199,0
Mexique	2 984,8	75 204,1	2 475,4	35 456,6	34 604,8	559,0	292,8	1 822,9	31 937,5	31 172,4	559,0	206,1
Nicaragua	232,4	5 452,5	207,6	3 785,7	1 025,7	2 688,3	71,7	184,7	3 270,6	747,0	2 451,9	71,7
Panama	422,3	14 066,1	395,0	4 797,6	4 435,5	286,3	75,8	476,1	4 446,2	4 094,1	286,3	65,8
Paraguay	467,0	5 406,5	442,0	3 816,0	3 033,1	705,7	77,2	203,2	2 893,2	2 233,7	647,3	12,2
Pérou	10 575,9	34 301,5	1 176,1	11 730,1	10 973,2	429,1	327,8	256,7	10 141,6	9 491,0	429,1	221,5
République dominicaine	638,0	8 558,6	628,0	6 139,3	5 326,7	724,8	87,8	196,7	4 908,1	4 095,5	724,8	87,8
Suriname	55,8	745,3	53,0	593,4	537,0	6,4	50,0	48,7	487,6	431,2	6,4	50,0
Trinité-et-Tobago	110,0	2 728,7	110,0	2 171,0	2 115,2	30,6	25,2	21,4	1 566,3	1 510,5	30,6	25,2
Uruguay	656,2	9 556,3	500,6	7 334,1	7 072,1	103,9	158,1	278,8	5 736,4	5 552,0	103,9	80,5
Venezuela	–	19 643,0	–	7 604,8	7 430,5	101,4	72,9	144,8	6 103,1	5 928,8	101,4	72,9
Région	–	25 139,9	–	4 682,2	4 434,0	234,5	13,7	73,6	3 695,4	3 451,1	230,6	13,7
TOTAL	**$30 703,1**	**$511 737,0**	**$13 842,7**	**$242 710,1**	**$218 783,6**	**$19 558,4**	**$4 368,1**	**$10 167,6**	**$207 161,8**	**$185 248,6**	**$18 794,9**	**$3 118,3**

[a] Montants cumulés après annulations et ajustements de change. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs divers éléments.
[b] Comprend les prêts sans garantie souveraine, nets des participations, et les garanties, le cas échéant.
[c] Comprend les prêts et financements du Mécanisme de don de la BID.
[d] N'inclut pas les lignes de crédit approuvées et les garanties émises dans le cadre du Programme de facilitation des transactions de financement commercial (Trade Finance Facilitation Program).

TABLEAU III. Dix ans d'opérations, 2005–2014 (En millions de dollars des États-Unis)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
CAPITAL										
Souscriptions (fin d'exercice)										
Capital ordinaire[a]	100 953	100 953	100 953	100 938	104 980	104 980	104 980	116 862	128 780	144 174
Fonds des opérations spéciales[a]	9 639	9 639	9 640	9 636	9 762	10 000	10 069	10 142	10 179	10 204
Autres fonds[b]	3 078	2 772	3 274	3 422	4 162	4 459	4 823	5 340	5 572	6 200
Total	**113 670**	**113 364**	**113 867**	**113 996**	**118 904**	**119 439**	**119 872**	**132 344**	**144 531**	**160 578**
EMPRUNTS[c]										
Encours (fin d'exercice)	43 999	43 959	44 854	44 624	57 641	61 124	59 630	65 513	66 729	74 938
Emprunts annuels bruts	4 937	5 419	6 089	11 069	17 886	13 719	6 798	12 067	15 763	20 928
OPÉRATIONS										
Prêts et garanties approuvés (cumulés)[d]										
Capital ordinaire[e]	117 804	124 580	135 006	148 991	162 533	176 180	186 041	196 302	208 582	218 784
Fonds des opérations spéciales	17 486	18 257	18 525	18 519	18 870	19 054	19 204	19 486	19 622	19 558
Autres fonds[k]	1 743	1 751	1 772	1 755	1 768	1 791	1 877	1 940	2 210	2 866
Total	**137 033**	**144 588**	**155 303**	**169 265**	**183 171**	**197 025**	**207 122**	**217 728**	**230 414**	**241 208**
Prêts et garanties approuvés (annuels)[f]										
Capital ordinaire[ef]	6 448	5 632	8 577	11 085	15 278	12 136	10 400	10 799	13 290	12 652
Fonds des opérations spéciales	410	605	152	138	228	297	181	320	251	300
Autres fonds[k]	—	2	6	3	1	31	90	60	270	677
Total	**6 858**	**6 239**	**8 735**	**11 226**	**15 507**	**12 464**	**10 671**	**11 179**	**13 811**	**13 629**
Décaissements de prêts (annuels)[g]										
Capital ordinaire[e]	4 899	6 088	6 725	7 149	11 424	10 341	7 902	6 882	10 558	9 423
Fonds des opérations spéciales	424	398	393	415	414	398	368	317	322	301
Autres fonds[k]	5	3	6	44	13	34	—	50	143	238
Total	**5 328**	**6 489**	**7 124**	**7 608**	**11 851**	**10 773**	**8 270**	**7 249**	**11 023**	**9 962**
Remboursements des prêts (annuels)[g]										
Capital ordinaire	5 224	8 615	5 265	4 740	4 542	5 598	4 601	4 571	8 462	5 213
Fonds des opérations spéciales	301	290	275	229	220	214	195	196	222	187
Autres fonds	5	3	4	4	5	5	6	6	8	8
Total	**5 530**	**8 908**	**5 544**	**4 973**	**4 767**	**5 817**	**4 802**	**4 773**	**8 692**	**5 408**
Encours des prêts										
Capital ordinaire	48 135	45 932	47 954	51 173	58 049	63 007	66 130	68 640	70 679	74 585
Fonds des opérations spéciales	6 878	3 733	3 966	4 101	4 317	4 004	4 162	4 277	4 364	4 418
Autres fonds	94	94	96	126	135	156	142	184	317	534
Total	**55 107**	**49 759**	**52 016**	**55 400**	**62 501**	**67 167**	**70 434**	**73 101**	**75 360**	**79 537**
Financements de dons approuvés (annuels)[h]										
Capital ordinaire	12	34	37	68	94	86	93	93	148	123
Fonds des opérations spéciales	36	28	34	43	33	36	—	—	—	—
Mécanisme de don de la BID[i]	—	—	50	50	122	251	241	245	188	214
Autres fonds	57	53	92	109	283	457	311	187	256	374
Total	**105**	**115**	**213**	**270**	**532**	**830**	**645**	**525**	**592**	**711**
Fonds multilatéral d'investissement										
Opérations approuvées (annuelles)[j]	114	125	135	178	119	122	108	97	112	94
ADMINISTRATION										
Frais administratifs										
Total – Fonds de la banque	**473**	**507**	**564**	**501**	**542**	**584**	**618**	**683**	**837**	**688**

[a] Net des souscriptions au capital à recevoir d'un montant de 84 millions et de 36 millions de dollars (1 million et 61 millions en 2013, 18 millions et 96 millions en 2012) pour le Capital ordinaire et les Fonds des opérations spéciales, respectivement.
[b] Inclut le Fonds multilatéral d'investissement. N'inclut pas les fonds dissous.
[c] Encours des emprunts à moyen et long terme nets des primes non amorties (avant swaps et ajustements par référence au marché). Emprunts bruts annuels à moyen et long terme à leur valeur nominale, avant swaps.
[d] Nets des annulations. Inclut les ajustements de change.
[e] Net des participations aux prêts sans garantie souveraine.
[f] En 2009, inclut 800 millions de dollars d'approbations de prêts annulées durant l'année.
[g] Basés sur les montants initiaux équivalents en dollars des États-Unis.
[h] Inclut le financement du Programme d'entrepreneuriat social (Social Entrepreneurship Program), la coopération technique, les programmes spéciaux, les projets spécifiques et autres dons. N'inclut pas les opérations du Fonds multilatéral d'investissement, présentées séparément.
[i] En 2010, n'inclut pas 144 millions de soldes de prêts non décaissés transférés du Fonds des opérations spéciales et convertis en dons.
[j] Inclut la coopération technique, les prêts et les placements en actions, ainsi que les augmentations d'opérations déjà existantes.
[k] N'inclut pas le Mécanisme de don de la BID.

COSTA RICA

Le projet hydroélectrique Reventazón de la province de Limón comporte un programme unique de syndication de prêts de type B faisant intervenir des investisseurs institutionnels ainsi qu'une démarche délibérée pour la préservation d'un couloir de biodiversité où vivent des léopards.

II. PROGRÈS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA NEUVIÈME AUGMENTATION DU CAPITAL

En 2014, la Banque a continué de fonctionner dans le cadre des actions et réformes exposées dans le plan BID-9. Ces actions s'inscrivaient dans la continuité des efforts entrepris pour renforcer la pertinence, l'efficience et l'efficacité des interventions de la BID. La Banque a également continué de traiter les opportunités d'amélioration identifiées lors de l'évaluation à moyen terme du plan BID-9 préparée en 2013 par le bureau de l'évaluation et de la supervision (OVE).

Augmentation du capital

Le 29 février 2012, la Banque a reçu le nombre minimum de votes nécessaires pour l'approbation de la Neuvième augmentation générale des ressources de la BID au titre du Capital ordinaire.

En 2012, le Conseil d'administration a déterminé que la date de prise d'effet du troisième versement au titre de l'augmentation du Capital ordinaire serait le 28 février 2014, et que la date de prise d'effet des versements restants correspondrait au dernier jour de février 2015 et 2016. Au 31 décembre 2014, les premier et deuxième versements au capital avaient été effectués dans leur totalité, ainsi que 80 % du troisième versement, soit un montant de 933 millions de dollars en tout.

L'augmentation des ressources a également entraîné de nouvelles contributions au FOS d'un montant de 473 millions de dollars. Il a été convenu que ces contributions seraient effectuées en un seul paiement ou en cinq versements annuels le 31 octobre de chaque année, de 2011 à 2015. Au 31 décembre 2014, les trois premiers versements au titre des contributions avaient été effectués dans leur totalité, ainsi que 79 % du versement des contributions de 2014.

Assistance spéciale à Haïti

La Banque a investi une quantité considérable de ressources pour aider Haïti à se reconstruire après le séisme de 2010. Donnant suite à cet engagement, l'Assemblée des Gouverneurs a approuvé, lors de la réunion annuelle de 2014, le transfert de 200 millions de dollars du Capital ordinaire vers le Mécanisme de don de la BID, pour la quatrième année consécutive. Ce transfert a permis l'approbation de huit opérations en 2014, pour un montant de 214 millions de dollars (y compris les fonds reportés de l'année précédente). En 2014, la Banque a également approuvé cinq opérations de cofinancement à l'appui d'interventions du secteur public, pour un total de 53 millions de dollars.

En fin d'année, le portefeuille d'opérations non remboursables de la Banque en Haïti était constitué de 41 opérations totalisant 1,2 milliard de dollars, dont la moitié a été décaissée. Les décaissements ont atteint un niveau total record de 206 millions de dollars en 2014.

Le portefeuille de la Banque en Haïti progresse dans les six secteurs prioritaires. La préparation d'une nouvelle stratégie nationale, dont l'approbation est prévue pour le début de l'année 2016, débutera prochainement.

Afin de soutenir le développement d'Haïti, la Banque favorise également la croissance du secteur privé. Pour exemple, la Banque exécute plusieurs projets par le biais du Fonds haïtien de placement social avec le financement de la SII et en partenariat avec l'organisme haïtien de micro-financement Fonkoze. D'autre part, la SII a consenti un prêt à WINECO, un terminal de vrac liquide, qui sera utilisé pour des dépenses d'investissement, ainsi qu'à FINCA Haïti et à JAJ Depot, pour l'amélioration de leurs équipements et la relocalisation de leurs opérations. D'autres opérations sans garantie souveraine s'attachent à renforcer les chaînes de valeur agricoles et à faciliter l'exportation de produits tels que le café, les mangues et le cacao.

Renforcement de la stratégie institutionnelle

La stratégie institutionnelle accompagnant le plan BID-9 repose sur deux piliers : (i) la réduction de la pauvreté et des inégalités et (ii) le soutien d'une croissance constante et durable sur le plan économique, social et environnemental.

Afin de mettre en œuvre cette stratégie, il a fallu définir : (a) des priorités et des cibles sectorielles ; (b) des actions spécifiques pour renforcer le soutien aux petits pays moins développés ; (c) des actions de promotion du développement par le secteur privé ; et (d) un cadre de résultats concret et évaluable.

Priorités et cibles sectorielles

Afin de réaliser les mandats fixés dans le cadre du plan BID-9, la Banque procède depuis 2012 à la reformulation de ses instruments dans les secteurs stratégiques et normatifs. La même année, des documents-cadres par secteur ont été établis pour prévoir, dans un secteur donné : (i) un cadre flexible qui permet de prendre en compte la diversité des défis et des contextes institutionnels rencontrés par les 26 pays membres emprunteurs de la Banque et (ii) une orientation stratégique significative pour les équipes de projet, qui définit avec précision les objectifs que la Banque se propose d'atteindre dans chaque secteur. En 2014, la Direction a préparé sept documents-cadres par secteur : soutien aux PME et accès au/supervision du financement, sécurité des citoyens et justice, tourisme, protection sociale et pauvreté, eau et assainissement, innovation, science et technologie, et égalité des sexes et diversité ; ce qui porte à 14 le nombre total de cadres sectoriels préparés à ce jour.

Soutien aux petits pays moins développés

Dans le cadre du plan BID-9, la Banque s'est engagée à accorder 35 % du financement aux petits pays vulnérables d'ici à 2015. En 2014, 37 % des nouvelles approbations visaient ce groupe de pays.

Le montant total approuvé au titre du Fonds des opérations spéciales et du Capital ordinaire pour les pays admissibles des Groupes D et D2 s'élevait à 3,4 milliards et 1,1 milliard de dollars, respectivement.

La Banque a également consenti des efforts spéciaux pour soutenir les petits pays par le biais de ses créneaux du secteur privé. En 2014, 48 % des nouvelles approbations au titre des Opportunités pour la majorité et du Financement structuré et d'entreprise étaient destinées aux pays des groupes C et D. Dans le cas de la SII, 67 % des projets approuvés (qui représentent 48 % du financement total) étaient consacrés aux pays des Groupes C et D.

Soutien à l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO). La programmation du prêt pour les pays appartenant à l'Organisation des États de la Caraïbe orientale a été finalisée en 2014. Un prêt secondaire d'un montant de 6 millions de dollars a été approuvé en vertu de ce cadre afin de soutenir l'analyse fiscale en Grenade. Le reste sera investi en Sainte-Lucie. Par ailleurs, l'agence japonaise de coopération internationale (JICA), la Banque de développement des Caraïbes (CDB) et la BID ont signé en 2014 un protocole de coopération visant à soutenir les pays des Caraïbes dans la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. La BID soutient également les pays des Caraïbes dans leurs efforts pour faire face aux défis de santé tels que l'épidémie de Chikungunya et le virus Ebola.

Durabilité du FOS. En début d'année, la Direction a remis au Conseil d'administration un *Plan financier à long terme pour le FOS*.

Actions de promotion du développement par le secteur privé

En 2014, les opérations du secteur privé de la Banque sont restées axées sur la réalisation des objectifs du plan BID-9, ainsi que sur celle des mandats respectifs du MIF et de la

SII. Ces opérations visaient avant tout à soutenir le développement dans la région en augmentant la participation du secteur privé dans les infrastructures, les secteurs de la production et la fourniture de biens et services aux marchés et populations insuffisamment desservis.

Les opérations sans garantie souveraine de la Banque portent de plus en plus sur le changement climatique et l'intégration régionale, tout en encourageant l'accès des MPME au financement et en soutenant les familles, entreprises et agriculteurs à faible revenu. En 2014, 46 % du financement octroyé par le biais d'opérations sans garantie souveraine visait à atténuer l'impact du changement climatique, 38 % était consacré à l'intégration régionale et 43 %, à la réduction de la pauvreté.

Stratégie de développement du secteur privé et Plan d'action sur les opérations sans garantie souveraine. En 2014, les interventions de la Banque étaient guidées par les objectifs fixés dans la stratégie de développement du secteur privé, qui visent notamment à étendre l'accès au financement des PME, à promouvoir l'inclusion financière au moyen d'instruments et de technologies financières, à contribuer plus rapidement et plus étroitement aux processus de préparation et de programmation des stratégies et à améliorer les scores d'efficacité et d'évaluation du développement.

En conformité avec le Plan d'action sur les garanties non souveraines, les efforts se sont poursuivis en 2014 pour renforcer la collaboration entre les créneaux du secteur privé. Au Paraguay, les quatre créneaux ont collaboré sur un programme pilote visant à améliorer la coordination entre les responsables des prêts et à identifier les marchés et les opportunités d'investissement. Ce travail a permis d'identifier une opération commune en cours d'évaluation en tant que modèle de plus grande collaboration transversale. En 2014, la SII et le SCF ont signé un accord de service de syndication de prêts en vertu duquel une seule unité soumettra des rapports sur ces activités au nom des deux institutions.

Les opérations sans garantie souveraine ont également eu davantage recours à des services consultatifs au cours de l'année. Parmi ces offres de services, la SII emploie actuellement une suite de services de soutien aux PME (FINPYME et GREENPYME), et le SCF propose aux grandes entreprises des services d'appréciation des valeurs communes et d'écosystèmes adaptés aux changements climatiques.

Cadre de résultats

Le Cadre de résultats institutionnels (Corporate Results Framework, CRF) est l'outil principal utilisé par la BID pour suivre ses performances internes et la réalisation des objectifs de développement. Les progrès accomplis par rapport aux indicateurs inclus dans ce cadre font l'objet d'un compte rendu annuel dans la Vue d'ensemble de l'efficacité du développement (Development Effectiveness Overview, DEO, voir deo.iadb.org/2014/en). Un travail de mise à jour du Cadre de résultats institutionnels a été entamé en 2014, parallèlement aux mises à jour apportées à la stratégie institutionnelle de 2016 à 2019, dans le but d'améliorer l'utilité de ce cadre comme outil de gestion.

Plan d'action pour une meilleure banque

Éléments constitutifs essentiels du plan BID-9, des paramètres de performance institutionnelle rigoureux ont été définis dans le but d'assurer le renforcement continu des capacités et de l'efficacité techniques de la BID. Le Plan d'action pour une meilleure banque a accentué les exigences en matière de mesure des résultats, d'évaluation de l'impact des interventions de la Banque et de maintien des normes de gestion, d'efficacité et de transparence les plus élevées.

Activités de la Banque

Cadre d'efficacité du développement. Approuvé en 2008, le cadre d'efficacité du développement a pour but d'améliorer l'efficacité de tous les produits de développement en « générant un ensemble de connaissances sur ce qui fonctionne pour faire face aux défis de développement de la région ». Le cadre d'efficacité du développement comprend un certain nombre d'outils tels que la matrice d'efficacité de développement (*Development Effectiveness Matrix*, DEM), utilisée pour examiner l'évaluabilité des stratégies nationales et des opérations avec et sans garantie souveraine, le rapport de suivi des progrès (*Progress Monitoring Report*, PMR) et le rapport de suivi de l'achèvement des projets (*Project Completion Report*, PCR), utilisés pour réaliser un suivi et un compte rendu des performances des projets en termes de résultats et de réalisation des objectifs de développement. Dans son évaluation à moyen terme de la mise en œuvre du plan BID-9, l'OVE a pris acte des améliorations obtenues dans la capacité de la BID à suivre, évaluer et rendre compte des résultats de ses interventions.

Vue d'ensemble de l'efficacité du développement. La Banque a publié en mars 2014 la cinquième édition

annuelle de la Vue d'ensemble de l'efficacité du développement (DEO 2013). Outre de rendre compte des progrès accomplis par la BID dans le soutien du développement socio-économique de la région, ce rapport présente un certain nombre d'innovations dans les méthodes employées par la Banque pour rendre compte de ses résultats et conclusions. L'apprentissage était le thème central de la Vue d'ensemble de l'efficacité du développement de 2013. Le processus même de réalisation de ce rapport a permis d'obtenir une mine d'informations institutionnelles, notamment des enseignements tirés d'expériences infructueuses. Le rapport DEO 2013 continuait de rendre compte des progrès de la mise en œuvre du Cadre d'efficacité du développement, ainsi que des instruments utilisés pour préserver l'efficacité du développement dans le portefeuille de projets.

Analyse de viabilité macroéconomique. En réponse aux recommandations issues de l'évaluation à moyen terme du plan BID-9 de l'OVE, on a révisé le mandat des Gouverneurs consacré aux évaluations de viabilité macroéconomique afin d'en améliorer l'efficacité. En conséquence, les Gouverneurs ont approuvé en 2014 le document intitulé « Amélioration des dispositifs de sauvegarde de la BID » (Enhancing Macroeconomic Safeguards at the IDB), qui vient remplacer les évaluations de viabilité macroéconomique et les évaluations macroéconomiques indépendantes par un rapport unifié intitulé Évaluation indépendante des conditions macroéconomiques (Independent Assessment of Macroeconomic Conditions, IAMC). Au terme de l'année 2014, la Banque avait approuvé 22 évaluations IAMC.

Renforcement des dispositifs de protection environnementale et sociale. En réponse aux recommandations du Groupe consultatif indépendant (*Independent Advisory Group*, IAG), la BID a adopté d'importantes mesures pour concrétiser les engagements du plan BID-9 en matière de dispositifs de protection environnementale et sociale avec la mise en œuvre du plan d'action visant à intégrer la durabilité environnementale dans le travail de l'organisation. Donnant suite à l'évaluation à moyen terme du plan BID-9 par l'OVE, la Banque s'est attelée à améliorer l'efficacité des opérations financées par la BID avec l'approbation des lignes directrices concernant les centrales électriques à combustibles fossiles liquides et gazeux, le quatrième volet d'une série de lignes directrices relatives aux dispositifs de protection contre les gaz à effet de serre.

En 2014, la Banque a continué de fournir un soutien opérationnel pour améliorer la viabilité des opérations à haut risque et le renforcement de la supervision des opérations, notamment par la notation de la mise en œuvre des mesures de protection par les organismes d'exécution. La BID a publié son Rapport 2013 sur la durabilité, qui met l'accent sur les infrastructures durables. (Les rapports de 2013 et 2014 peuvent être consultés à l'adresse www.iadb.org/en/topics/sustainability/.)

L'égalité des sexes dans le développement. L'approbation en 2011 du Plan d'action pour l'égalité des sexes (*Gender Action Plan*, GAP) a permis à la BID d'obtenir des progrès substantiels dans la mise en œuvre de sa politique sur l'égalité des sexes. La part des projets de la BID expressément axés sur les questions d'égalité des sexes en 2014 représentait 34 %, soit une augmentation de 7 % par rapport à la période de 2011 à 2013. Des progrès comparables ont été enregistrés dans le nombre de prêts d'investissement et d'opérations/dons de coopération technique visant directement à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Voici certains des progrès notables accomplis en 2014 pour la promotion de l'égalité des sexes : (i) expansion de l'initiative weBanking, conçue pour fournir des prêts et une assistance technique aux MPME dirigées par des femmes ; (ii) parrainage par la BID de l'Alliance bancaire internationale pour les femmes, une plateforme de connaissances et un réseau d'institutions financières voués à l'enrichissement des femmes à travers le monde ; (iii) développement des projets Women's City, qui proposent aux femmes des services intégrés de qualité par le biais d'un modèle de guichet unique (le dernier en date ayant été créé à Trinité-et-Tobago) ; (iv) approbation du nouveau Plan d'action pour l'égalité des sexes pour la période 2014 à 2016 et (v) lancement du réseau PROLID à l'intention des femmes occupant des postes de direction dans le secteur public.

Fonctionnement de la Banque

Mise à jour de la stratégie institutionnelle. En conformité avec les mandats du plan BID-9, la Direction a lancé le processus de mise à jour de la stratégie institutionnelle qui accompagne l'augmentation du capital, un processus participatif et inclusif. Ce dernier s'articule autour de l'examen des défis de la région tout en tenant compte des avantages et facteurs comparatifs relatifs aux modalités de travail que la Banque devrait adopter avec les pays de la région.

CHILI

La deuxième phase du projet pour la Développement intégré de Peuples autochtones comprend des programmes dans l'agriculture et les initiatives du tourisme, de la santé, et l'éducation bilingue pour écoliers aymara au l'École interculturelle Bilingue dans Arica.

Adoption d'un modèle de gestion des revenus. Le modèle de gestion des actifs (*Income Management Model*, IMM) et la politique d'adéquation du capital (*Capital Adequacy Policy*, CAP), ainsi que le remaniement du cadre de gestion du risque (*Risk Management Framework*, RMF), constituent des aspects essentiels liés au contrôle des revenus et des charges et à la gestion du capital ordinaire de l'organisation. Dans son évaluation à moyen terme, l'OVE a reconnu que la viabilité financière et les fonctions de supervision de l'organisation avaient été renforcées, en soulignant surtout le fait que le modèle de gestion des actifs relie de façon transparente les revenus du capital ordinaire et l'engagement des ressources dans une perspective à long terme, ce qui contribue à une plus grande discipline dans l'utilisation des ressources de la Banque, tout en permettant à celle-ci de continuer à répondre aux demandes de la région en ressources. (Voir la section ci-dessous sur la politique d'adéquation du capital.)

Nouvelle politique d'adéquation du capital. Conformément au mandat des Gouverneurs, la Banque a entrepris la révision et l'introduction d'une nouvelle politique d'adéquation du capital au cours de l'année 2014. Cette nouvelle politique comporte deux documents : le mandat de la politique d'adéquation du capital et un document énonçant les règlements qui en régissent la mise en œuvre. Le premier document, approuvé en octobre par les Gouverneurs, guide l'appétit pour le risque financier global de la Banque et fixe un cap pour ses activités de prise de risques qui l'exposent à un risque financier et non financier. Cela permet également le renforcement des bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise en matière de gestion du risque, qui sont pertinentes non seulement pour les agences de notation, mais aussi pour les investisseurs, les donateurs et autres parties prenantes. Le mandat de la politique d'adéquation du capital réaffirme l'objectif fixé par les Gouverneurs en ce qui concerne le maintien de la note AAA pour la Banque.

Le second document consiste en un compte rendu et une mise à jour de la mesure du capital économique et de la définition des réserves de capitaux appropriées établies dans le mandat de la politique d'adéquation du capital.

Politique d'accès à l'information. Le nombre de documents classés publics et accessibles sur le site Internet externe de la Banque a considérablement augmenté en 2014. Plusieurs catégories de documents ont été divulguées pour la première fois, dont un grand nombre ont été rendus publics simultanément à leur communication au Conseil d'administration. Dans un avenir proche, l'accent sera mis sur la communication continue des informations dans des délais opportuns, conformément aux délais fixés dans la politique.

La Banque a accompli des progrès dans la communication de sa politique auprès de ses intervenants externes. Il convient de noter en particulier une série de sessions de formation destinées aux organismes de la société civile, un programme qui se poursuivra en 2015.

OPÉRATIONS SANS GARANTIE SOUVERAINE DU GROUPE DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT : LA RÉFORME SUIT SON COURS.

Le Groupe de la Banque interaméricaine de développement (Groupe BID) soutient le développement par le biais du secteur privé, en partenariat avec des gouvernements et entités privées. Il fournit à cette fin un financement avec et sans garantie souveraine, ainsi que des produits non financiers.

Quatre créneaux dédiés sont consacrés au soutien du secteur privé par le Groupe BID : le service de financement structuré et d'entreprise (Structured and Corporate Finance Department, SCF), les Opportunités pour la majorité (Opportunities for the Majority, OMJ), la Société interaméricaine d'investissement (SII) et le Fonds multilatéral d'investissement (Multilateral Investment Fund, MIF). Ces créneaux sont établis dans deux institutions juridiquement indépendantes et un fonds fiduciaire. Cette fragmentation institutionnelle est reflétée par différentes structures de gouvernance, différents bilans et différents modèles d'exploitation, ainsi que par le chevauchement des mandats. Cette structure institutionnelle n'est pas le résultat d'une démarche délibérée, mais le reflet de l'attribution graduelle de mandats par le Groupe BID sans égard aux questions d'efficacité administrative, aux synergies à travers le Groupe BID ni aux besoins en capitaux des opérations sans garantie souveraine indépendantes.

Lors de la réunion annuelle de 2013, et afin d'améliorer l'efficacité des interventions du Groupe BID auprès du secteur privé de la région, les Assemblées des gouverneurs de la BID et de la SII ont confié aux Conseils d'administration des deux institutions la tâche de former un comité ad hoc chargé de fournir à la Direction des recommandations pour l'élaboration d'une vision renouvelée des activités du Groupe BID auprès du secteur privé, ainsi qu'une analyse des dispositions opérationnelles et institutionnelles mises en place pour ces activités.

Les comités des Assemblées des gouverneurs de la BID et de la SII se sont réunis en octobre 2013 pour réfléchir sur la vision renouvelée des activités sans garantie souveraine du Groupe BID, ainsi que sur les changements opérationnels et les modifications structurelles proposés en vue de leur mise en œuvre. Les gouverneurs ont approuvé la vision renouvelée et la majorité soutient le regroupement des créneaux sans garantie souveraine en une entité unique. Ils ont conclu que cette restructuration offrait « les conditions et mécanismes les plus favorables à la coordination au sein du Groupe et la culture propice à la collaboration avec le secteur privé ».

Lors de la réunion annuelle de 2014, les gouverneurs ont accueilli favorablement les progrès accomplis concernant la proposition de regroupement opérationnel et financier de l'ensemble des activités sans garantie souveraine du Groupe BID. Ces propositions visent à améliorer l'efficacité du développement et à obtenir une coordination plus

étroite entre les opérations avec garantie souveraine et les opérations sans garantie souveraine au sein du Groupe BID. Suite au mandat confié par les gouverneurs, ces propositions ont été examinées par des experts de renommée mondiale recrutés par le comité ad hoc pour mener une analyse externe et indépendante des hypothèses et répercussions des modèles d'entreprise et de capitalisation proposés, et pour remettre à la Direction un avis sur le développement de propositions visant à : (i) transférer les fonctions opérationnelles et administratives ainsi que les ressources non financières de la BID à la SII et à (ii) capitaliser l'entité consolidée. Ces propositions, accompagnées d'un plan de mise en œuvre détaillé, doivent être soumises à l'examen des Assemblées des gouverneurs de la BID et de la SII lors de la réunion annuelle de 2015. Le comité ad hoc a sélectionné le cabinet d'experts McKinsey & Company pour mener une analyse externe et indépendante des modèles d'organisation et de capitalisation préliminaires proposés.

JAMAÏQUE

Un programme de protection des dépenses en matière de santé, de nutrition, de développement de la petite enfance et de l'éducation à l'intention des foyers à faible revenu vise notamment à maintenir à plus de 78 % le taux de scolarisation des enfants de 6 à 14 ans.

CAPITAL ORDINAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

BILAN

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	31 décembre			
	2014		2013	
ACTIFS				
Espèces et titres de placement				
Espèces - Notes C et X	$ 535		$ 421	
Titres de placement - À négocier - Notes D, L et X, Tableau I-1	27 895	$ 28 430	21 015	$ 21 436
Encours des prêts - Notes E, T et X, Tableaux I-2 et I-3	74 585		70 679	
Provisions pour pertes sur prêts	(370)	74,215	(244)	70 435
Intérêts courus et autres charges				
Sur titres de placement	54		38	
Sur prêts	425		435	
Sur swaps, nets	332	811	332	805
Swaps de devises et de taux d'intérêt - Notes K, L, S et X				
Titres de placement - à négocier - Tableau I-1	136		110	
Prêts	308		103	
Emprunts - Tableau I-4	2 366		3 161	
Autres	51	2,861	66	3 440
Autres actifs				
Actifs liés aux prestations de retraite - Note T	-		292	
À recevoir pour les titres de placement vendus	-		161	
Biens, nets - Note H	378		354	
Divers	104	482	84	891
Total des actifs		$ 106 799		$ 97 007
PASSIF ET FONDS PROPRES				
Passif				
Emprunts - Notes I, J, K, L, S et X, Tableau I-4				
Court terme	$ 675		$ 654	
Moyen et long terme :				
Mesurés à leur valeur vénale	48 881		43 704	
Mesurés au coût amorti	27 753	$ 77 309	24 343	$ 68 701
Swaps de devises et de taux d'intérêt - Notes K, L, S et X				
Titres de placement - à négocier - Tableau I-1	41		83	
Prêts	876		753	
Emprunts - Tableau I-4	1 743		1 920	
Autres	9	2 669	18	2 774
À payer pour les titres de placement achetés		669		169
À payer pour les garanties en espèces reçues		398		229
Passif lié aux prestations de retraite - Note T		515		73
Montant dû au Mécanisme de don de la BID - Note N		501		435
Intérêts courus sur emprunts		492		491
Programmes spéciaux non décaissés - Note O		244		239
Autres éléments du passif		305		346
Total du passif		83 102		73 457
Fonds propres				
Capital social - Note P, Tableaux I-5 et I-6				
Capital souscrit : 11 958 339 actions (10 675 321 actions en 2013)	144 258		128 781	
Moins la fraction exigible	(138 901)		(123 840)	
Fraction libérée du capital	5 357		4 941	
Souscriptions au capital à recevoir	(84)		(1)	
À recevoir des membres - Note G	(246)		(262)	
Bénéfices non distribués - Note Q	18 247		17 699	
Montant cumulé autres éléments du résultat global - Note R	423	23 697	1 173	23 550
Total du passif et des fonds propres		$ 106 799		$ 97 007

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouven sur le site Web del la Banque à www.iadb.org/ar/2014.

CAPITAL ORDINAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

COMPTE DE RÉSULTAT ET BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2014	2013	2012
Revenus			
Prêts			
Intérêts, après swaps - Notes E, K et S	$ 1 659	$ 1 768	$ 1 601
Autres revenus de prêts	82	90	67
	1 741	1 858	1 668
Titres de placement - Notes D et K			
Intérêts	74	62	89
Gains nets	40	153	293
Autres revenus d'intérêts - Notes K et S	44	187	113
Autres	44	24	26
Total des revenus	1 943	2 284	2 189
Charges			
Frais d'emprunt			
Intérêts, après swaps - Notes I, J, K et L	374	389	508
Autres coûts des emprunts	24	12	11
	398	401	519
Provision pour pertes sur prêts et garanties - Note F	118	58	22
Frais administratifs - Note B	668	813	663
Programmes spéciaux - Note O	107	131	75
Total des charges	1 291	1 403	1 279
Revenu avant ajustements de la valeur vénale nette sur les portefeuilles non négociables, les transactions en devises étrangères et les transferts approuvés par l'Assemblée des Gouverneurs. . .	652	881	910
Ajustements de la valeur vénale nette sur les portefeuilles non négociables et les transactions en devises étrangères - Notes I, J, K et S	96	626	194
Transferts approuvés par l'Assemblée des Gouverneurs - Note N	(200)	(200)	(200)
Revenu net	548	1 307	904
Bénéfices non distribués en début d'exercice	17 699	16 392	15 488
Bénéfices non distribués en fin d'exercice	$ 18 247	$ 17 699	$ 16 392

COMPTE DE RÉSULTAT GLOBAL

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2014	2013	2012
Revenu net	$ 548	$ 1 307	$ 904
Autres éléments du résultat global (perte) - Note R			
Ajustements de conversion	-	(1)	(8)
Comptabilisation des variations des actifs/passifs liés aux prestations de retraite - Note T	(750)	1 507	(292)
Total autres éléments du résultat global (perte)	(750)	1 506	(300)
Revenus globaux (perte)	$ (202)	$ 2 813	$ 604

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouven sur le site Web del la Banque à www.iadb.org/ar/2014.

CAPITAL ORDINAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2014	2013	2012
Trésorerie issue des activités de prêt et de placement			
Prêts :			
Décaissements de prêts	$ (9 423)	$ (10 558)	$ (6 883)
Recouvrements de prêts	5 213	8 462	4 571
Trésorerie nette utilisée pour les activités de prêt	(4 210)	(2 096)	(2 312)
Achat de biens	(48)	(38)	(22)
Actifs et passifs divers	(30)	17	(32)
Trésorerie nette utilisée pour les activités de prêt et de placement	(4 288)	(2 117)	(2 366)
Trésorerie issue des activités de financement			
Emprunts à moyen et long terme :			
Produit de l'émission	20 928	15 763	12 067
Remboursements	(11 195)	(7 966)	(9 613)
Emprunts à court terme :			
Produit de l'émission	3 867	3 384	4 445
Remboursements	(3 846)	(3 570)	(4 503)
Garanties en espèces reçues (restituées)	169	(577)	(105)
Recouvrement de montants à recevoir des membres	16	16	16
Recouvrement des souscriptions au capital	315	306	358
Paiements du maintien de la valeur aux membres	-	(7)	(158)
Trésorerie nette procurée par les activités de financement	10 254	7 349	2 507
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Achats bruts de titres de placement à négocier	(56 975)	(48 846)	(29 087)
Produit brut de la vente ou de l'échéance de titres de placement à négocier	50 426	42 407	28 723
Recouvrements du revenu des prêts, après swaps	1 738	1 843	1 695
Intérêts et autres charges liés aux emprunts, après swaps	(486)	(636)	(1 000)
Revenus des placements	253	47	(7)
Autres revenus d'intérêts	44	190	113
Autres revenus	48	43	38
Frais administratifs	(664)	(671)	(586)
Transferts au Mécanisme de don de la BID	(134)	(116)	(121)
Programmes spéciaux	(102)	(93)	(78)
Trésorerie nette utilisée pour les activités d'exploitation	(5 852)	(5 832)	(310)
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	-	-	1
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	114	(600)	(168)
Trésorerie en début d'exercice	421	1 021	1 189
Trésorerie en fin d'exercice	$ 535	$ 421	$ 1 021

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouven sur le site Web del la Banque à www.iadb.org/ar/2014.

FONDS DES OPÉRATIONS SPÉCIALES
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

BILAN
Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	31 décembre			
	2014		2013	
ACTIFS				
Espèces et titres de placement				
Espèces - Notes C et L	$ 422		$ 427	
Titres de placement - Notes D, E, L et Tableau II-1	555	$ 977	704	$ 1 131
Encours des prêts, net - Notes E, F, L et Tableau II-2		4 418		4 364
Intérêts courus et autres charges sur prêts		15		16
Autres actifs		10		1
Total des actifs		$ 5 420		$ 5 512
PASSIF ET SOLDE DU FONDS				
Passif				
Comptes fournisseurs et charges à payer	$ -		$ 8	
Projets de coopération technique et autres financements non décaissés - Note H	3		11	
Montant dû au Mécanisme de dons de la BID - Note I	85		157	
Montants à payer pour maintenir la valeur des avoirs en devises - Note G	243	$ 331	280	$ 456
Solde du fonds				
Quotes-parts de contribution autorisées et souscrites - Note J et Tableau II-3	10 240		10 240	
Moins : Quotes-parts de contribution à recevoir	(36)		(61)	
	10 204		10 179	
À recevoir des membres - Note G				
Obligations non négociables et ne portant pas intérêt :				
Billets à vue	(442)		(444)	
Billets à terme	(92)		(101)	
Montants nécessaires pour maintenir la valeur des avoirs en devises	(85)		(59)	
	(619)		(604)	
Réserve générale (déficit)	(4 596)		(4 619)	
Montant cumulé autres éléments du résultat global - Note K	100	5 089	100	5 056
Total du passif et du solde du fonds		$ 5 420		$ 5 512

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouven sur le site Web del la Banque à www.iadb.org/ar/2014.

FONDS DES OPÉRATIONS SPÉCIALES
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

COMPTE DE RÉSULTAT ET RÉSERVE GÉNÉRALE (DÉFICIT)

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2014	2013	2012
Revenus			
Prêts			
Intérêts	**$ 62**	$ 64	$ 64
Autres revenus de prêts	**-**	-	1
	62	64	65
Titres de placement - Note D	**3**	5	13
Revenus de coopération technique	**8**	8	8
Revenu total	**73**	77	86
Charges			
Frais administratifs - Note B	**19**	24	20
Pertes de devises étrangères, nettes - Note B	**31**	-	-
Total des charges	**50**	24	20
Revenu net	**23**	53	66
Réserve générale (déficit) en début d'exercice	**(4 619)**	(4 672)	(4 738)
Réserve générale (déficit) en fin d'exercice	**$ (4 596)**	$ (4 619)	$ (4 672)

COMPTE DE RÉSULTAT GLOBAL

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2014	2013	2012
Revenu net	**$ 23**	$ 53	$ 66
Ajustements de conversion, nets - Note K	**-**	1	1
Revenus globaux	**$ 23**	$ 54	$ 67

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouven sur le site Web del la Banque à www.iadb.org/ar/2014.

FONDS DES OPÉRATIONS SPÉCIALES
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE
Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2014	**2013**	**2012**
Trésorerie issue des activités de prêt et de placement			
Décaissements de prêts	**$ (302)**	$ (322)	$ (317)
Recouvrements de prêts	**187**	222	196
Participations à des prêts, nettes	**(4)**	(4)	(4)
Actifs et passifs divers	**(15)**	7	(1)
Trésorerie nette utilisée pour les opérations de prêt et de placement	**(134)**	(97)	(126)
Trésorerie issue des activités de financement			
Recouvrement de montants à recevoir des membres	**11**	12	15
Recouvrement de quotes-parts de contribution des membres	**25**	37	73
Trésorerie nette issue des activités de financement	**36**	49	88
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Achats bruts de titres de placement	**(2 027)**	(1 625)	(1 730)
Produit brut de la vente ou de l'échéance de titres de placement	**2 139**	1 713	1 726
Revenus des prêts	**64**	66	64
Revenus des placements	**6**	9	18
Frais administratifs	**(21)**	(28)	(20)
Revenus des placements	**-**	(5)	(17)
Transferts en liquidités au Mécanisme de don de la BID	**(72)**	(68)	(28)
Trésorerie nette procurée par les activités d'exploitation	**89**	62	13
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	**4**	5	7
Accroissement (diminution) net de la trésorerie	**(5)**	19	(18)
Trésorerie en début d'exercice	**427**	408	426
Trésorerie en fin d'exercice	**$ 422**	$ 427	$ 408

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouven sur le site Web del la Banque à www.iadb.org/ar/2014.

COMPTE DU MÉCANISME DE FINANCEMENT INTERMÉDIAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

BILAN

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	31 décembre	
	2014	2013
ACTIFS		
Espèces	$ -	$ -
Titres de placement - Notes C et D	117	135
Total des actifs	$ 117	$ 135
PASSIF ET SOLDE DU FONDS		
Passif		
À verser au Capital ordinaire	$ 3	$ 4
Solde du fonds	114	131
Total du passif et du solde du fonds	$ 117	$ 135

ÉTAT DES VARIATIONS DU SOLDE DU FONDS

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2014	2013	2012
Ajouts			
Revenus des placements - Note C	$ 1	$ 2	$ 4
Déductions			
Intérêts pour le compte des emprunteurs sur le Capital ordinaire - Note E	18	21	21
Variation du solde du fonds	(17)	(19)	(17)
Solde du fonds en début d'exercice	131	150	167
Solde du fonds en fin d'exercice	$ 114	$ 131	$ 150

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2014	2013	2012
Trésorerie issue des activités d'exploitation	$ -	$ -	$ -
Revenus des placements	$ 3	$ 4	$ 4
Intérêts payés pour le compte des emprunteurs sur le Capital ordinaire	(19)	(20)	(22)
Produit de la vente ou de l'échéance de titres de placement	16	16	18
Trésorerie issue des activités d'exploitation	-	-	-
Trésorerie en début d'exercice	-	-	-
Trésorerie en fin d'exercice	$ -	$ -	$ -

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouven sur le site Web del la Banque à www.iadb.org/ar/2014.

MÉCANISME DE DON DE LA BID
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

BILAN
Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	31 décembre	
	2014	2013
ACTIFS		
Espèces	$ -	$ -
À recevoir du Fonds des opérations spéciales	85	157
À recevoir du Capital ordinaire	501	435
Total des actifs	$ 586	$ 592
PASSIF ET SOLDE DU FONDS		
Passifs		
Dons non décaissés - Note D	$ 585	$ 578
Solde du fonds	1	14
Total du passif et du solde du fonds	$ 586	$ 592

ÉTAT DES VARIATIONS DU SOLDE DU FONDS
Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2014	2013	2012
Ajouts			
Transferts du Capital ordinaire - Note C	$ 200	$ 200	$ 200
Déductions			
Dons	213	187	243
Variation du solde du fonds	(13)	13	(43)
Solde du fonds en début d'exercice	14	1	44
Solde du fonds en fin d'exercice	$ 1	$ 14	$ 1

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE
Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2014	2013	2012
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Transferts en liquidités du Fonds des opérations spéciales	$ 72	$ 68	$ 28
Transferts en liquidités du Capital ordinaire	134	116	121
Décaissements de dons	(206)	(186)	(147)
Trésorerie nette procurée par (utilisée pour) les activités d'exploitation et augmentation (diminution) nette de la trésorerie	-	(2)	2
Trésorerie en début d'exercice	-	2	-
Trésorerie en fin d'exercice	$ -	$ -	$ 2

Les Notes font partie prenante de ces états financiers et se trouven sur le site Web del la Banque à www.iadb.org/ar/2014.

TABLEAU IV. État des opérations approuvées (5 millions de dollars ou plus), 2014

(En millions de dollars des États-Unis)

Pays	Projet	Type	Montant
Argentine	Assainissement de l'environnement du bassin fluvial de Reconquista	GOM	230
	Gestion intégrée des déchets solides urbains	GOM	150
	Compétitivité des économies régionales	ESP	200
	Développement technologique de Mendoza	ESP	50
	Développement de la pêche durable	ESP	30
	Sécurité routière et mobilité urbaine AUSA	PSI	130
	Banco de Galicia y Buenos Aires S.A. Argentine TFFP	PSI	33
	Banco Santander Rio (Argentine) TFFP 1	PSI	10
	Banco Santander Rio (Argentine) TFFP 2	PSI	10
Bahamas	Suivi des performances et gestion des finances publiques	ESP	33
Barbade	Accès amélioré au crédit pour la productivité	GCR	35
Bélize	Amélioration de la qualité de l'éducation	ESP	10
	Réhabilitation de l'autoroute George Price	ESP	27
Bolivie	Amélioration de l'accès aux services de santé à El Alto	ESP	43
	Réforme du secteur des transports	PBP	106
	Assistance au développement et à la gestion des infrastructures routières	GOM	186
	Partenariat de financement des PME avec Banco Ganadero	PSI	15
	Banco de Credito de Bolivia TFFP	PSI	8
Brésil	Développement urbain durable de Londrina	GCR	21
	Assainissement de l'environnement de CAESB	GOM	171
	Développement du tourisme régional — Espirito Santo	GOM	48
	Modernisation de la gestion fiscale - Acre	CLP	23
	Transports urbains de Fortaleza II	GOM	58
	Droits et opportunités — Rio Grande do Sul	ESP	50
	Développement urbain et investissements publics municipaux — ParanaIII	GOM	150
	Routes pour la logistique et l'intégration — Ceará	GOM	200
	Assainissement du bassin versant de Nova Estrada	ESP	125
	Aide à l'administration et à la gestion fiscale des villes III	PFM	150
	Renforcement de l'inclusion sociale et des services de santé	ESP	100
	Sécurité des citoyens de Espírito Santo	ESP	56
	Modernisation et renforcement fiscaux — Amazonas	CLP	37
	Renforcement du système de santé unifié au Salvador	ESP	200
	Partenariat Banco Pine Green Line	PSI	75
	Expansion et amélioration de l'éducation publique à Manaus	ESP	52
	Investissements dans le réseau routier de l'État de São Paulo II	GOM	480
	Partenariat de financement des infrastructures et services municipaux avec BDMG	PSI	150
	Klabin — Puma	PSI	150
	Revitalisation de l'environnement à Joinville II	ESP	70
	Soutien des réformes sociales de Ceará III	ESP	50
	Renforcement de la gestion publique — Bahia	ESP	50
	Banco Industrial e Comercial S.A. TFFP	PSI	16
	Partenariat de titrisation des créances hypothécaires	PSI	75
	Partenariat de financement Banco ABC Brasil Green	PSI	100
	Renforcement du système de santé unifié de São Bernardo do Campo	ESP	80
	Banco Santander Brésil S.A. TFFP	PSI	50

(suite à la page suivante)

TABLEAU IV. État des opérations approuvées (5 millions de dollars ou plus), 2014 *(suite)*

(En millions de dollars des États-Unis)

Pays	Projet	Type	Montant
	Renforcement de la sécurité des citoyens - Minas Gerais	ESP	70
	Banco Pine S.A. (Brésil) TFFP	PSI	41
	Banco ABC Brésil S.A.TFFP 2	PSI	50
Chili	Énergie solaire photovoltaïque de Crucero	PSI	66
	Énergie solaire photovoltaïque Arica I	PSI	50
	Expansion des programmes d'éducation de la petite enfance	ESP	75
	Amélioration de la gouvernance et des services aux citoyens	ESP	48
	Énergie solaire photovoltaïque de Los Loros	PSI	56
	Banco Internacional (Chili) TFFP	PSI	10
	Banco Internacional (Chili) TFFP 2	PSI	10
	Banco Internacional (Chili) TFFP 3	PSI	10
Colombie	Efficacité des services aux citoyens	ESP	20
	Renforcement des dépenses publiques et fiscales à Barranquilla	CLP	100
	Promotion et extension de la facturation électronique	ESP	12
	Réforme du système de santé II	PBP	400
	Approfondissement des réformes fiscales	PBP	400
	Bayport Colombie : inclusion financière pour les fonctionnaires à faible revenu	PSI	15
Costa Rica	Financement du logement Coopenae	PSI	35
	MUCAP — Prêts d'amélioration résidentielle pour les familles à faible revenu	PSI	5
	Banco de Costa Rica — TFFP	PSI	15
	Banco Lafise SA (Costa Rica) TFFP	PSI	5
Équateur	Credife : Développement des services financiers et de la micro-entreprise pour les familles à faible revenu	PSI	10
	Optimisation des passages frontaliers	ESP	16
	Transmission de l'électricité	ESP	150
	Amélioration des services du fisc	ESP	30
	Investissements dans l'eau, l'assainissement et les déchets solides	GOM	150
	Renforcement de la coordination des secteurs sociaux	ESP	80
	Réhabilitation du réseau de distribution	GOM	220
	Accès au financement pour les micro-producteurs et les petits et moyens producteurs	PSI	10
	Accès au financement pour les petits et moyens producteurs	PSI	65
	Credife — Partenariat de financement des micro-entreprises	PSI	50
	Ligne de crédit préventive pour le développement durable	DSL	300
El Salvador	Corridors de production	ESP	40
	Habitat pour l'humanité : Accès au financement de l'amélioration résidentielle pour les familles à faible revenu	PSI	5
	Financement du développement de la production	GCR	100
Guatemala	Électrification rurale multiphase II	PFM	55
	Amélioration de l'efficacité des dépenses sociales	PBL	250
Guyana	Amélioration des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement	ESP	17
	Modernisation des services publics d'électricité	ESP	38
	Renforcement de la sécurité des citoyens	ESP	15
Haïti	Planification et réforme de l'éducation IV	ESP	24
	Renforcement et réforme institutionnels du secteur des transports	PBP	12

(suite à la page suivante)

TABLEAU IV. État des opérations approuvées (5 millions de dollars ou plus), 2014 *(suite)*

(En millions de dollars des États-Unis)

Pays	Projet	Type	Montant
	Aide à l'infrastructure dans le secteur des transports IV	ESP	50
	Renforcement et réforme institutionnels du secteur de l'eau et de l'assainissement	PBP	15
	Programme d'infrastructures productives III	ESP	55
	Modernisation de la santé de l'agriculture	ESP	14
	Tourisme côtier durable	ESP	36
	Réhabilitation de la ligne de transmission de Peligre	ESP	8
Honduras	Aide à la réforme du secteur de l'électricité	PBP	130
	Aide au système de protection sociale	ESP	110
	Projet d'auto-approvisionnement en énergie solaire de Corinsa	PSI	5
	Banco Atlantida S.A. (Honduras) TFFP	PSI	21
	Banco Atlantida S.A. (Honduras) TFFP 2	PSI	5
Jamaïque	Amélioration de la compétitivité III	PBP	60
	Réforme fiscale structurelle pour la croissance économique	PBP	80
	Sécurité des citoyens et justice III	ESP	20
	Programme pilote pour la résilience climatique	ESP	10
Mexique	Crédit infranational pour le renforcement des infrastructures et des services publics III	CLP	400
	Renforcement des finances publiques	PBP	800
	Financement des investissements et de la reconversion productive	CLP	50
	Financement géothermique et transfert des risques	CLP	86
	Marchés de capitaux pour l'efficacité énergétique	PSH	127
	Financement pour la promotion de la cogénération	GCR	350
	Port de conteneurs et logistique de Contecon Manzanillo	PSI	90
	Titrisation de microfinance Te Creemos	PSG	65
	Financement du développement productif	CLP	400
	Santander Mexique TFFP	PSI	100
	Augmentation FINAE II : titrisation des prêts aux étudiants	PSG	8
Nicaragua	Compétitivité et chaînes de production	PBP	45
	Modernisation des infrastructures et de la gestion des hôpitaux - Région de l'ouest	ESP	85
	Connectivité des routes côtières de l'Atlantique	ESP	62
	Rénovation de l'industrie cafetière ECOM	PSI	12
Panama	Électrification durable des zones rurales	ESP	20
	Stabilité et transparence fiscale et financière	PBP	300
	Partenariat de financement du logement Banco General	PSI	75
Paraguay	Programme d'assainissement — Asunción	ESP	110
	Gestion intégrée de la sécurité des citoyens	ESP	20
	Accès au financement rural sexospécifique NdeVale	PSI	5
	San Juan Nepomuceno — Carrefour de la route N°6	ESP	105
	Financement des PME	GCR	30
	Banco Itapua — Prestation de services financiers aux producteurs ruraux	PSI	5
	Amélioration des routes rurales	GOM	100
	Financement de l'internationalisation des PME par Banco Continental	PSH	41
	Banco Continental Paraguay TFFP	PSI	15
	Sudameris Bank Paraguay TFFP	PSI	10
Pérou	Enregistrement et émission de titres fonciers ruraux III	ESP	40

(suite à la page suivante)

TABLEAU IV. État des opérations approuvées (5 millions de dollars ou plus), 2014 *(suite)*

(En millions de dollars des États-Unis)

Pays	Projet	Type	Montant
	Amélioration de la productivité et de la compétitivité III	PBP	25
	Amélioration du système d'information statistique agricole	ESP	15
	Consolidation de la gestion fiscale et douanière	ESP	15
	Réduction de la vulnérabilité de l'État aux catastrophes III	PBP	25
	Projet éolien Marcona	PSI	30
	Réforme du secteur de l'assainissement de 2e génération III	PBP	25
	Danper Trujillo	PSI	39
	Lignes de métro 2 et 4 de Lima	ESP	300
	Projet éolien Tres Hermanas	PSI	62
	Lignes de métro 2 et 4 de Lima PPP	PSI	450
	Partenariat pour le logement durable Fondo MiVivienda	PSI	150
République dominicaine	Amélioration du réseau de distribution et réduction des pertes d'électricité	ESP	78
	Renforcement de la gestion du secteur de la santé	CLP	100
	Amélioration de la productivité	PBP	250
	Consolidation de la santé et de la sécurité sociale	PBP	150
	Banco de Reservas TFFP	PSI	49
Suriname	Mise en œuvre du plan d'investissement dans la compagnie d'électricité nationale	ESP	33
	Programme relatif au climat commercial et à l'innovation	HIB	20
Trinité-et-Tobago	Aide aux services de santé	ESP	110
Uruguay	Modernisation de la gestion des finances publiques	ESP	15
	Projet d'énergie éolienne de Kiyu	PSI	42
	Projet d'énergie solaire de La Jacinta	PSI	66
	Plan Ceibal II : Soutien à l'apprentissage des mathématiques et de l'anglais	ESP	6
	Assainissement dans l'ouest de la ville de la Costa	ESP	75
	Innovation pour le développement de la production	ESP	40
	Positionnement international stratégique II	PBP	120
	Renforcement de la gestion publique	ESP	12
	Financement de l'infrastructure de production	CLP	125

Légende:
CLD, Ligne de crédit préventive pour le développement durable; CLP, Ligne de crédit conditionnelle au titre d'investissement; ESP, Investissements; GCR, Crédit global; GOM, Ensemble de travaux multiples; PBL, Prêts à l'appui de réformes; PBP, Prêts à l'appui de réformes et programmatiques; PFM, Multiphase; PSG, Garantie secteur privé; PSI, Investissements secteur privé; SUP, Financement supplémentaire; TCR, Coopération technique remboursable; PSH, Hybride secteur privé; PSS, Supplémentaire secteur privé; HIB, Hybride.

TABLEAU V. SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL SOCIAL, QUOTES-PARTS DE CONTRIBUTION ET NOMBRE DE VOIX au 31 décembre 2014 (En millions de dollars des États-Unis)[a]

Pays membres	Fraction souscrite du Capital ordinaire			% du nombre total de voix	Quotes-parts de contribution au FOS
	Libérée	Exigible	Total		
Membres régionaux en développement					
Argentine	$ 589,8	$ 15 403,0	$ 15 992,8	11,189	$ 532,2
Bahamas	13,7	284,2	297,9	0,209	11,2
Barbade	7,1	184,5	191,6	0,135	1,9
Bélize	8,5	155,3	163,8	0,116	8,0
Bolivie	47,3	1 237,1	1 284,4	0,900	51,1
Brésil	589,8	15 403,1	15 992,9	11,189	573,2
Chili	162,0	4 229,8	4 391,8	3,073	166,1
Colombie	162,0	4 229,8	4 391,8	3,073	161,2
Costa Rica	23,7	618,8	642,5	0,451	24,5
Équateur	31,6	824,2	855,8	0,600	31,9
El Salvador	23,6	617,6	641,2	0,450	22,5
Guatemala	30,8	793,4	824,2	0,578	34,4
Guyana	9,5	220,0	229,5	0,162	8,7
Haïti	23,6	617,6	641,2	0,450	22,9
Honduras	23,7	618,8	642,5	0,451	27,8
Jamaïque	30,8	793,4	824,2	0,578	30,2
Mexique	379,1	9 901,6	10 280,7	7,193	346,4
Nicaragua	23,6	617,6	641,2	0,450	25,4
Panama	23,6	617,6	641,2	0,450	26,7
Paraguay	23,6	617,6	641,2	0,450	29,3
Pérou	78,9	2 061,6	2 140,5	1,499	84,0
République dominicaine	31,6	825,8	857,4	0,601	35,7
Suriname	6,6	119,4	126,0	0,089	6,6
Trinité-et-Tobago	23,1	594,5	617,6	0,433	22,0
Uruguay	63,2	1 652,0	1 715,2	1,201	58,7
Venezuela	249,3	5 568,5	5 817,8	4,071	315,3
Total membres régionaux en développement	**2 680,1**	**68 806,8**	**71 486,9**	**50,039**	**2 657,9**
Canada[c]	**214,5**	**6 896,1**	**7 110,6**	**4,003**	**329,7**
États-Unis	**1 609,1**	**41 303,1**	**42 912,2**	**30,021**	**5 076,4**
Membres extra-régionaux					
Allemagne	101,6	2 608,5	2 710,1	1,897	241,3
Autriche	8,5	219,5	228,0	0,161	21,0
Belgique	17,6	451,7	469,3	0,329	44,6
Chine	0,1	3,8	3,9	0,004	131,1
République de Corée	0,1	3,8	3,9	0,004	1,0
Croatie	2,6	66,7	69,3	0,050	6,2
Danemark	9,1	233,4	242,5	0,171	21,0
Espagne	103,3	2 677,6	2 780,9	1,947	226,4
Finlande	8,5	219,5	228,0	0,161	19,9
France	101,6	2 608,5	2 710,1	1,897	232,8
Israël	8,4	216,4	224,8	0,158	18,0
Italie	101,6	2 608,5	2 710,1	1,897	227,2
Japon	268,1	6 882,5	7 150,6	5,003	623,3
Norvège	9,1	233,4	242,5	0,171	21,0
Pays-Bas	14,6	325,6	340,2	0,239	36,9
Portugal	2,9	74,2	77,1	0,055	8,2
Royaume-Uni	51,6	1 324,8	1 376,4	0,964	183,9
Slovénie	1,6	40,7	42,3	0,031	3,6
Suède	17,5	448,9	466,4	0,327	42,2
Suisse	25,2	647,5	672,7	0,472	67,3
Total membres extra-régionaux	**853,6**	**21 895,5**	**22 749,1**	**15,937**	**2 176,9**
TOTAL GÉNÉRAL	**$5 357,0**	**$138 901,0**	**$144 258,0**	**100,000**	**$10 240,0**

[a] Les chiffres ayant été arrondis, les totaux partiels et généraux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs divers éléments.
[b] Chaque pays membre possède le même nombre de voix pour les décisions concernant le Capital ordinaire et le FOS. Sauf stipulation contraire dans l'Accord constitutif de la Banque, toutes les questions sont décidées à la majorité du nombre de voix total des pays membres.
[c] La part souscrite du Capital ordinaire comprend 115 256 actions du capital exigible temporaires ne donnant pas droit de vote, d'une valeur au pair de 1 390 millions de dollars. Ces actions ne sont pas incluses dans le calcul du nombre de voix.

TABLEAU VI. Grille des salaires du personel internationale (au 31 décembre 2014) (En dollars des États-Unis)

Grade	Titres représentatifs de la fonction	Minimum	Maximum	Personnel à ce grade Moyenne Niveau (%)	Moyenne Salaire/ Grade	Moyenne Prestations Budgétisée[a]
P	Président[b]		454 121	0,1%	454 121	190 731
E1	Vice-présidente exécutive	312 881	375 458	0,1%	375 458	157 692
E2	Vice-président	293 720	352 463	0,3%	335 657	140 976
E3	Directeur général	274 071	342 588	0,9%	309 336	129 921
E4	Chef du Bureau indépendant	241 256	301 570	0,2%	271 677	114 104
E5	Directeur de secteur	214 301	267 877	1,1%	244 164	102 549
R	Représentant dans un bureau extérieur	173 546	267 877	1,4%	208 024	87 370
1	Chef de division	173 546	251 642	4,6%	212 433	89 222
2	Chef d'unité/Spécialiste principal	151 888	227 831	8,4%	180 772	75 924
3	Spécialiste en chef	126 266	202 025	18,8%	150 069	63 029
4	Spécialiste senior	111 096	177 752	18,5%	124 317	52 213
5	Spécialiste	101 217	151 824	17,2%	107 672	45 222
6	Adjoint principal	89 853	134 778	8,7%	95 828	40 248
7	Adjoint	79 830	119 745	5,0%	88 917	37 345
8	Analyste senior/Coordinateur Administratif senior	70 027	105 040	5,1%	80 136	33 657
9	Assistant senior/Analyste	61 859	92 788	4,7%	71 625	30 083
10	Coordinateur administratif	49 879	79 807	3,7%	61 667	25 900
11	Assistant	43 453	69 526	1,2%	48 994	20 577
12	Soutien administratif	39 018	62 428	0,1%	44 584	18 725

[a] Inclut les congés annuels, l'assurance maladie, l'assurance vie et l'assurance invalidité ; les prestations de préretraite échues et autres avantages non salariaux.
[b] N'inclut pas l'indemnité de cadre de 81 273 dollars.

TABLEAU VII. Frais administratifs consolidés (en millions de dollars des États-Unis)

Catégorie	2012 Réels	2013 Réels	2014 Réels
Assemblée des gouverneurs	$ 4,4	$ 3,4	$ 4,8
Conseil d'administration	20,1	19,7	20,3
Bureau de l'évaluation	8,1	8,2	8,6
Mécanisme indépendant de consultation et d'enquête (ICIM)	1,8	2,0	1,7
Siège social et agences	576,1	521,3	552,7
Total frais administratifs bruts[a,b,c,d,e,f,g]	**610,5**	**554,6**	**588,1**
Remboursements sur les fonds administrés par la Banque et la SII	(3,4)	(4,0)	(10,0)
Remboursements MIF et INTAL, revenus administratifs	(5,4)	(8,3)	(11,0)
Total frais administratifs nets	**601,7**	**542,3**	**567,1**
Capital	37,2	62,6	48,3
Total frais administratifs nets et capital	**$ 638,9**	**$604,9**	**$ 615,4**

[a] N'inclut pas l'amortissement, d'un montant de 28,3 millions de dollars, 23,7 millions de dollars et 25,7 millions de dollars en 2012, 2013 et 2014, respectivement.
[b] En 2012 inclut les contributions de la Banque de prestations des plans de post-retraite de 84,9 millions de dollars et exclut une réduction des coûts remboursés par anticipation des régimes de pensions de retraite d'un montant de 66,5 millions de dollars. N'inclut pas les coûts des régimes de pensions de retraite de 244,5 millions et 63,8 millions de dollars, qui incluent l'amortissement des pertes actuarielles de 105 millions et 0,4 million de dollars en 2013 et 2014, respectivement.
[c] Depuis 2013, la contribution de la Banque au régime de prestations de retraite n'est plus incluse dans les montants budgétaires. Cette contribution était de 110,1 millions et 78,6 millions de dollars en 2013 et 2014, respectivement.
[d] N'inclut pas les dépenses de projets d'investissement non capitalisées, d'un montant de 12,5 millions et 1,7 million de dollars en 2013 et 2014, respectivement.
[e] Inclut les frais de remboursement par anticipation de 3,4 millions, 4 millions et 3,6 millions de dollars en 2012, 2013 et 2014, respectivement.
[f] N'inclut pas les frais remboursés sur les fonds administrés par la Banque d'un montant de of 2,1 millions, 2,4 millions et 4,7 millions de dollars en 2012, 2013 et 2014, respectivement. N'inclut pas les frais remboursés par la SII d'un montant de 1,4 million et 0,7 million de dollars en 2013 et 2014, respectivement.
[g] En 2012, n'inclut pas la contrepassation des frais afférents aux exercices antérieurs, d'un montant de 25,3 millions de dollars.

ANNEXE I. Gouverneurs et Suppléants

Pays	Gouverneur	Suppléant
ALLEMAGNE	Hans-Joachim Fuchtel	Martin Dippl
ARGENTINE	Axel Kicillof	Alejandro Vanoli
AUTRICHE	Hans Jörg Schelling	Edith Frauwallner
BAHAMAS	Michael Halkitis	John Rolle
BARBADE	Christopher Peter Sinckler	Martin Edgar Cox
BELGIQUE	Johan Van Overtveldt	Franciscus Godts
BELIZE	Dean Barrow	Joseph Waight
BOLIVIE	René Orellana Halkier	Luis Alberto Arce Catacora
BRÉSIL	Nelson Barbosa	Cláudio Puty
CANADA	John Baird	Rob Stewart
CHILI	Allberto Arenas de Mesa	Alejandro Micco Aguayo
CHINA	Xiaochuan Zhou	Yi Gang
COLOMBIE	Mauricio Cárdenas Santa María	Simón Gavrira Muñoz
RÉPÚBLIQUE DE CORÉE	Kyunghwan Choi	Juyeol Lee
COSTA RICA	Helio Fallas Venegas	Olivier Castro Pérez
CROATIE	Boris Lalovac	Igor Radenovic
DANEMARK	Christian Dons Christensen	Andres Oernemark
EL SALVADOR	Francisco Roberto Lorenzana	Carlos Enrique Cáceres Chávez
ÉQUATEUR	Fausto Herrera Nicolalde	Patricio Rivera Yánez
ESPAGNE	Luis de Guindos Jurado	Iñigo Fernández de Mesa
ÉTATS-UNIS	Jacob J. Lew	
FINLANDE	Anne Sipiläinen	Riikka Laatu
FRANCE	Michel Sapin	Bruno Bézard
GUATEMALA	Dorval Carías	Julio Roberto Suárez Guerra
GUYANE	Ashni Kumar Singh	Clyde Roopchand
HAÏTI	Wilson Laleau	Yves Germain Joseph
HONDURAS	Wilfredo Rafael Cerrato Rodriguez	Marlon R. Tabora Muñoz
ISRAËL	Karnit Flug	Oded Brook
ITALIE	Pier Carlo Padouan	Ignazio Visco
JAMAÏQUE	Peter D. Phillips	Devon Rowe
JAPON	Taro Aso	Haruhiko Kuroda
MEXIQUE	Luis Videgaray Caso	Fernando Aportela Rodríguez
NICARAGUA	Ivan Adolfo Acosta Montalván	Manuel Coronel Novoa
NORVÉGE	Hans Brattskar	Henrik Harboe
PANAMA	Dulcidio José de la Guardia	Iván Alexei Zarak Arias
PARAGUAY	Santiago Peña Palacios	Pedro Daniel Correa Ramírez
PAYS-BAS	Liliana Ploumen	Christiaan Rebergen
PÉROU	Alonso Arturo Segura Vasi	Carlos Augusto Oliva Neyra
PORTUGAL	Maria Luís Albuquerque	
RÉPÚBLIQUE DOMINICAINE	Simón Lizardo Mezquita	Juan T. Montás
ROYAUME-UNI	Justine Greening	Desmond Swayne
SLOVÉNIE	Dusan Mraror	Andrej Kavcic
SUÈDE		Per Örneus
SUISSE	Beatrice Maser Mallor	Sybille Suter
SURINAME	Gillmore Hoefdraad	Andojo Rusland
TRINITÉ - ET - TOBAGO	Bhoendradatt Tewarie	Vasant Bharath
URUGUAY	Mario Bergara	Jorge Polgar
VENEZUELA	Rodolfo Clemente Marco Torres	Gustavo Hernández Jimenez

Au 8 février 2015.

ANNEXE II. Les Administrateurs et Administrateurs Suppléants

			Nombre de voix	Pourcentage de voix
Eimon Ueda. **JAPON** Hironori Kawauchi (Suppléant). **JAPON**	**Élu par:** Croatie Japon Portugal	 République de Corée Royaume-Uni Slovénie	712 618	6,11
Leo Kreuz. **ALLEMAGNE** Christian Hofer (Suppleánt). **SUISSE**	**Élu par:** Allemagne Belgique Chine Israël	 Italie Pays-Bas Suisse	592 084	5,00
Joffrey Célestin-Urbain. **FRANCE** María Rodríguez de la Rua (Suppléante). **ESPAGNE**	**Élu par:** Austriche Denemark Espagne Finlande	 France Norvège Suède	572 786	4,83
Mark Lopes. **ÉTATS-UNIS**	**Élu par:** États-Unis		3 557 345	30,02
Armando León Rojas. **VENEZUELA** Antonio De Roux (Suppleánt). **PANAMA**	**Élu par:** Panama	 Venezuela	535 689	4,52
Juan Bosco Martí Ascencio. **MEXIQUE** Carlos Pared Vidal (Suppléant). **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**	**Élu par:** Mexique	 République Dominicaine	923 567	7,80
Hernando Larrazábal. **BOLIVIE** Marcelo Bisogno (Suppléant). **URUGUAY**	**Élu par:** Bolivie Uruguay	 Paraguay	302 218	2,55
Andrea Molinari. **ARGENTINE** Valeria Fernández Escliar (Suppléante). **ARGENTINE**	**Élu par:** Argentine	 Haïti	1 379 147	11,64
Ricardo de Medeiros Carneiro. **BRÉSIL** Cristina Penido de Freitas (Suppléante). **BRÉSIL**	**Élu par:** Brésil	 Suriname	1 336 445	11,28
Tania Quispe Mansilla. **PÉROU**. Kevin Cowan Logan (Suppléant). **CHILI**	**Élu par:** Chili	 Pérou	541 770	4,57
James A. Haley. **CANADA** Ian Macdonald (Suppléant). **CANADA**	**Élu par:** Canada		474 312	4,00
Zulfikar Ally. **GUYANE** Jerry Christopher Butler (Suppléant). **BAHAMAS**	**Élu par:** Bahamas La Barbade Trinité-et-Tobago	 Guyane Jamaïque	179 788	1,52
Carla Anaí Herrera. **GUATEMALA**	**Élu par:** Belize Costa Rica El Salvador	 Guatemala Honduras Nicaragua	295 524	2,49
Sergio Diezgranados Guida. **COLOMBIE** Xavier Eduardo Santillán. **ÉQUATEUR**	**Élu par:** Colombie	 Équateur	435 270	3,67
TOTAL			**11 849 563**	**100,00***

Bureau de l'évaluation et de la supervision
Cheryl W. Gray. Directrice

Au 1 de février de 2015.
*Le total de 100% peut ne pas correspondre à la somme des pourcentages individuels.

ANNEXE III. Les Agents Principaux

Président	Luis Alberto Moreno
Vice-présidente exécutive	Julie T. Katzman
Vice-président pour les pays	Alexandre Meira da Rosa
Vice-président pour les secteurs et le savoir	Santiago Levy Algazi
Vice-président des finances et de l'administration	Jaime Alberto Sujoy
Vice-président, a.i., du secteur privé et des opérations sans garantie souveraine	Hans Schulz
Directeur général et économiste en chef, Direction de la Recherche et économiste en chef	José Juan Ruiz Gómez
Directeur général, Département géographique – Cône Sud	José Luis Lupo
Directrice général, Département géographique – Groupe andin	Carola Alvarez
Directrice générale, Département géographique – Amérique centrale, Mexique, Panama et République dominicaine	Gina Montiel
Directeur général, Département géographique – Caraïbes	Gerard S. Johnson
Directeur général, Département géographique – Haïti	José Agustín Aguerre
Secrétaire	Germán Quintana
Conseiller juridique, a.i.	Rosemary Jeronimides
Chef de cabinet, Bureau de la présidence	Luis Alberto Giorgio
Conseiller principal auprès de la vice-présidente exécutive	Juan Pablo Bonilla
Directeur général et directeur financier, a.i., Département des finances	Alberto Suria
Directeur général et principal responsable de l'efficacité du développement, Bureau de la planification stratégique et de l'efficacité du développement	Veronica Zavala
Directeur général, Département du budget et des services administratifs	Yeshvanth Edwin
Directeur général, Département du financement structuré et corporatif	Hans Schulz
Directrice générale, Département des ressources humaines	Claudia Bock-Valotta
Directeur général et chef des services d'information, Département de la technologie de la information	Nuria Simo Vila
Directrice générale, Bureau du fonds multilatéral d'investissement	Nancy Lee
Commissaire aux comptes principal	Jorge da Silva
Directeur général, Bureau des relations extérieures	Marcelo Cabrol
Directeur, secteur de l'infrastructure et de l'environnement, a.i.	Néstor Roa
Directeur, secteur social	Héctor Salazar Sánchez
Directrice, secteur des institutions pour le développement	Ana Maria Rodríguez-Ortiz
Directeur, secteur de l'intégration et du commerce	Antoni Estevadeordal
Directrice, secteur du savoir et de l'apprentissage	C. Federico Basañes
Directeur, secteur en charge de garantir des opportunités pour la majorité	Luiz Ros
Conseiller, Bureau des partenariats stratégiques	Bernardo Guillamón
Conseiller, Bureau de la gestion des risques et chef de la gestion des risques	Gustavo De Rosa
Chef du Bureau de l'intégrité institutionnelle	Maristella Aldana
Secrétaire exécutive, Mécanisme indépendant de consultation	Victoria Márquez-Mees
Conseiller de l'éthique	Daisy Fernandez Seebach

Au 31 décembre 2014.

ANNEXE IV. Bureaux Extérieurs et Representants

ARGENTINE,
Hugo Florez Timoran
Calle Esmeralda 130, pisos 19 y 20
(Casilla de correo 181, Sucursal 1)
Buenos Aires Tel: 4320-1800

BAHAMAS, Astrid Wynter
IDB House, East Bay Street
(P.O. Box N-3743)
Nassau Tel: 396-7800

LA BARBADE, Joel Branski
Maple Manor, Hastings
(P.O. Box 402)
Christ Church Tel: 227-8500

BELIZE, Anneke Jessen
1024 Newtown Barracks
101 1st floor
Marina Towers Building
(P.O. Box 1853)
Belize City Tel: 221-5300

BOLIVIE, Héctor Malarín
Edificio "BISA", piso 5
Avda. 16 de Julio, 1628
(Casilla 5872)
La Paz Tel: 2217-7700

BRÉSIL, Daniela Carrera
Setor de Embaixadas Norte
Quadra 802 Conjunto F
Lote 39 – Asa Norte
70800-400 Brasília, D.F. Tel: 3317-4200

CHILI,
Luis Estanislao Echebarría
Avenida Pedro de Valdivia 0193, piso 10
(Casilla 16611)
Correo 9 (Providencia)
Santiago Tel: 431-3700

COLOMBIE, Rafael de la Cruz
Carrera 7, N 71-21
Torre B, piso 19
Edificio Bancafe
Bogotá Tel: 325-7000

COSTA RICA, Rodrigo Parot
Centro Corporativo El Cedral
Edificio A, piso 4
Escazú, San José Tel: 2588-8700

EL SALVADOR, Marco Carlo Nicolá
Edificio World Trade Center, piso 4
89 Avda. Norte y Calle El Mirador
San Salvador Tel: 2233-8900

ÉQUATEUR, Morgan Doyle
Avda. 12 de Octubre N24-528 y Cordero
Ed. World Trade Center – Torre II, piso 9
(Apartado postal 17-07-9041)
Quito Tel: 299-6900

GUATEMALA, Fernando Quevedo
3era Avenida 13-78, Zona 10
Torre Citigroup – Nivel 10
(Apartado postal 935)
Guatemala Tel: 2327-4300

GUYANE, Sophie Makonnen
47 High Street, Kingston
(P.O. Box 10867)
Georgetown Tel: 225-7951

HAÏTI, Agustín Aguerre
Banque interaméricaine de développement
Bourdon 389
(Boîte postale 1321)
Port-au-Prince Tel: 2812-5000

HONDURAS, David Ian Walker
Colonia Lomas del Guijarro Sur
Primera Calle
(Apartado postal 3180)
Tegucigalpa Tel: 290-3500

JAMAÏQUE, Therese Turner-Jones
40-46 Knutsford Blvd., 6th floor
(P.O. Box 429)
Kingston 10 Tel: 764-0815

MEXIQUE,
Mercedes Rosalba Araoz Fernández
Avda. Paseo de la Reforma 222, piso 11
Colonia Juárez
Delegación Cuauhtémoc
06600 México, D.F. Tel: 9138-6200

NICARAGUA, Carlos N. Melo
Edificio BID
Km. 4 ½ Carretera a Masaya
(Apartado postal 2512)
Managua Tel: 264-9080

PANAMA, Tomás Bermudez
Avda. Samuel Lewis, Obarrio
Torre HSBC, piso 14
(Apartado postal 0816-02900)
Panamá 5 Tel: 206-0900

PARAGUAY, Eduardo Marquez Almeida
Calle Quesada esq. Legión Civil Extranjera
(Casilla 1209)
Asunción Tel: 616-2000

PÉROU, Fidel Jaramillo
Dean Valdivia 148-Piso 10
Centro Empresarial Platinum Plaza
San Isidro, Lima Tel: 215-7800

REPÚBLIQUE DOMINICAINE,
Flora Montealegre Painter
Calle Luis F. Thomen esq. Winston Churchill
Torre BHD, piso 10
(Apartado postal 1386)
Santo Domingo Tel: 784-6400

SURINAME, Alejandro Melandri
Peter Bruneslaan 2-4
Paramaribo Tel: 52-1201

TRINITÉ-ET-TOBAGO, Michelle Cross Fenty
17 Alexandra Street, St. Clair
(P.O. Box 68)
Port of Spain Tel: 822-6400

URUGUAY, Juan José Taccone
Rincón 640 esq. Bartolomé Mitre
(Casilla de correo 5029)
11000 Montevideo Tel: 915-4330

VENEZUELA, Badouin Duquesne
Av. Venezuela, Torre Principal
Banco Bicentenario Piso 3,
El Rosal, Caracas 1060 Tel: 955-2900

INSTITUT POUR L'INTEGRATION DE L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARÏBES
Gustavo Beliz
Calle Esmeralda 130, pisos 16 y 17
(Casilla de correo 181, Sucursal 1)
Buenos Aires Tel: 4323-2350

BUREAU EN ASIE
Toru Shikibu
Fukoku Seimei Building 16-F 2-2-2
Uchisaiwaicho, Chiyoda-ku
Tokyo 100-0011, Japan Tel: 3591-0461

BUREAU EN EUROPE
Alejandro Alvarez van Gustedt
Calle de Bailén 41
Madrid 28005 Tel: 91-364-6950

Au 31 de décembre 2014.

Le rapport annuel est elaboré par le Bureau des relations extérieures de la BID.

Rédacteur en chef : John Ferriter
Coordinatrice du design de la BID : Dolores Subiza
Rédacteur français: Peritus Language Services

Crédits photos :

Bolivie. Une fillette de la ville d'El Alto s'entraîne au football grâce à un programme financé par les dons d'assistance technique régionale de la Banque. Ce programme vise à renforcer l'estime de soi chez les filles et les jeunes femmes, à leur inculquer l'esprit d'équipe et à les sensibiliser sur l'égalité des sexes. Photo: Sergio Ribero.

Pages intérieures : page iv, Projeto ComCom; page 3, Arlette Pedraglio; page 4, Julienne Gage; page 9, Javier Grau Benaiges; page 14, Mauricio Rojas; page 19, Patricia Rincón Mautner; page 21, avec l'aimable autorisation de PROSAP; page 22, unité d'implémentation du Ministère du travail et de la sécurité social pour le projet PATH.

Ce rapport peut être consulté en ligne à **www.iadb.org/ar/2014.**

Imprimé sur papier recyclé

BID

www.iadb.org

ISSN: 0253-603X